

VENDREDI 4 MARS 2016

"Un homme averti en vaut 2. Un homme préparé en vaut 4."

= **Des millions de morts de faim en 2050 ? [Actualité] p.2**

= Interview de Yves Cochet sur *Matin première* p.3

= "Climate change: Confessions of a Peak Oiler" (Ugo Bardi) p.7

= Le transport et la civilisation (Ugo Bardi) p.9

ACTUALITÉS

= **La grande misère du maritime (Bruno Bertez) p.16**

= **L'impératif de l'effondrement... (Patrick Reymond) p.17**

= **L'actuel ratio or/pétrole nous annonce-t-il la pire crise de l'histoire ? p.17**

= « Pourquoi la prochaine crise sera pire » ? p.19

= « La zone euro va s'effondrer. C'est l'Enfer. » (Mish) p.21

= **Deep State, les nouveaux rentiers (Bill Bonner) p.25**

= « Société Générale, au-dessus des lois ? La vidéo choc ! » (Charles Sannat) p.27

= "En dessous de zéro au Japon" par Koichi Hamada p.31

= Les saisies de maisons en forte hausse au Québec en février p.34

= L'or, l'actif réel par excellence (Philippe Herlin) p.35

= **Warren Buffett : 'En Europe, je préférerais mettre mon argent sous un matelas' p.36**

= Les investisseurs et les contes de fées (Marc Fiorentino) p.39

= **Pour une stratégie industrielle circulaire et fonctionnelle p.42**

= **Dévoiturage : l'urgence de sortir du tout routier p.43**

= La Chine envisage de... licencier 5 à 6 millions de travailleurs p.44

= **On ira tous au paradis fiscal (Myret Zaki) p.45**

= L'IMPOSSIBLE SECONDE RÉVOLUTION INDUSTRIELLE (Robert Bibeau) p.46

= Les retraites de 400.000 Américains du Kansas pourraient être amputées de 50 % ou plus p.54



Des millions de morts de faim en 2050 ?

[Biosphere et LeMonde.fr](#), 04 mars 2016

[NYOUZ2DÉS: ca va être beaucoup plus tôt que cela puisque la production de pétrole va baisser probablement dès cette année ou l'année prochaine. Sans pétrole la production de nourriture va baisser des deux-tier.]

529 000 décès supplémentaires dans le monde à cause des effets du changement climatique sur la production alimentaire. Pour la première fois, une étude évalue les effets du changement climatique sur l'équilibre nutritionnel. En 2050, l'Inde et la Chine pourraient enregistrer près des trois quarts des décès supplémentaires liés au changement climatique. Bien que l'article du MONDE* s'égaré dans des considérations sur l'obésité, la consommation de viande et les fruits et légumes, il faut considérer que cet article marque un tournant : le risque d'accentuation de la famine fait que les projections démographiques habituelles vers une planète peuplée de 9 milliards d'êtres humains en 2050 semblent dérisoires. Car il n'y pas que le réchauffement climatique qui agit sur l'alimentation, il y a la désertification des sols, le stress hydrique, l'épuisement des ressources halieutiques, moins de pétrole et donc moins d'agriculture intensive, etc. Remarquons aussi que pour nourrir ces 9 milliards de personnes, à terres arables constantes, il faudrait augmenter les rendements actuels puisque nous ne nourrissons actuellement que 6 milliards de personnes (7 milliards moins 1 milliard de malnutris).

Dans le livre « [Moins nombreux, plus heureux](#) », Alain Gras prévoit une population de 4 milliards seulement en 2050 : « Paul Chefurka met en évidence la corrélation très forte entre énergie et population : « *Une des deux options de son modèle mathématique prend non seulement en compte la raréfaction des ressources, mais aussi l'hypothèse Lotka-Volterra qu'il nomme « excès de capacité de charge » dans l'écosystème. Entre autres : déficits alimentaires régionaux massifs, maladies non soignées en raison du démantèlement des services médicaux et sanitaires dans les villes, mortalité accrue due aux aléas climatiques, affaissement de la durée de vie, etc. Dans ce cas, les chiffres de la population mondiale sont de 4 milliards en 2050 et 1 milliard en 2100.* » Pablo Servigne renchérit : « *En l'espace de quelques décennies, l'humanité a de fortes chances de faire face à un pic de la population, un pic énergétique, un pic de l'eau disponible, un pic des terres arables, et très probablement un pic des rendements agricoles. Ainsi, il est désormais réaliste de penser que nous redescendons au cours des prochaines décennies à des niveaux de population proches de l'ère pré-industrielle : un à deux milliards d'êtres humains sur terre.* »

Le problème de notre gestion actuelle de la Terre, c'est que non seulement nous détraquons nos ressources alimentaires, mais que nous ne faisons aucun effort dans la maîtrise de notre fécondité. Pire, en France, la politique est nataliste puisque les allocations familiales et les règles fiscales avantagent les familles nombreuses ! Alors, comme l'écrivait Robert Malthus, famine, guerre et épidémies se chargent de compenser notre insouciance. Car on sait qu'un bébé français émet beaucoup de gaz à effet de serre... (voir au début de l'article).

* Le Monde.fr | 03.03.2016, *L'effet mortifère du réchauffement climatique sur l'alimentation*

Interview de Yves Cochet sur Matin première

Bertrand Henne 13 novembre 2012 [Archives du WEB]

Yves Cochet, eurodéputé Vert, auteur de "Pétrole apocalypse", était l'invité de Matin Première le 13 novembre 2012, et s'exprimait à propos du rapport de l'Agence internationale de l'Energie qui prévoit une augmentation de prix du pétrole dans les prochaines années.



INVITE : Yves Cochet, eurodéputé vert et auteur de " Pétrole apocalypse "

JOURNALISTE : Bertrand Henne

Georges Lauwerijs : Il est l'auteur de " Pétrole apocalypse ". Notre invité aujourd'hui est l'eurodéputé vert Yves Cochet, et on va parler, Bertrand Henne, de l'avenir des prix du pétrole.

BH : Oui, bonjour Yves Cochet.

YC : Bonjour.

BH : Eurodéputé Europe Ecologie Les Verts. Vous vous êtes beaucoup intéressé au pic du pétrole, vous avez été président du groupe d'étude sur le pic du pétrole à l'Assemblée nationale en France et puis, Georges l'a dit, vous avez publié, il y a déjà plusieurs années, " Pétrole apocalypse ", un livre qui mettait en garde contre les conséquences de notre dépendance à un pétrole finissant et de plus en plus cher. Alors, ce qui est intéressant, hier, c'est que l'Agence mondiale de l'énergie confirme que les prix vont continuer à grimper dans les prochaines années, mais souligne aussi qu'il n'y a jamais eu autant de réserves de gaz et de pétrole grâce aux gaz et pétroles qu'on dit " non-conventionnels ", et notamment les Etats-Unis qui exploitent massivement les gaz de schiste, qui vont devenir premier producteur mondial et vont atteindre l'indépendance énergétique. Yves Cochet, est-ce qu'il faut arrêter de parler du pic du pétrole ?

YC : Je ne crois pas, d'abord parce que, traditionnellement, l'agence internationale de l'énergie publie tous les ans son rapport annuel qui est à la fois sur le passé, mais surtout sur le futur. Là, il se projette jusqu'en 2035, et avec des chiffres qui se révèlent, puisque cela fait maintenant 35 ans qu'ils le font, qui se révèlent souvent faux. Il est certain, comme disait Woody Allen, qu'il est toujours difficile de faire des prévisions, surtout lorsqu'il s'agit de l'avenir, mais la plupart du temps, c'est une agence qui, malgré sa neutralité, affichait, enfin c'est quand même un organe de l'OCDE, malgré cette neutralité, est plutôt sous la domination américaine. Ils croient que l'avenir sera sous une croissance à la fois des prix un petit peu, encore qu'ils sont très mesurés parce qu'ils pensent qu'en 2035, ce ne sera que 125 dollars le baril, alors qu'on est à peu près à 100 aujourd'hui. Moi, je crois que ce sera beaucoup plus et puis, surtout, ils croient qu'il y aura toujours la croissance, en effet, de la production de pétrole, de gaz et que, donc, tout va bien, on n'a pas à s'inquiéter. Je ne le crois pas, je crois qu'on peut encore parler de pic de production de pétrole et que le boom actuel notamment, en effet, des gaz de schiste et des huiles de schiste aux Etats-Unis se révélera être une bulle, c'est-à-dire que peut-être dans 4 ou 5 ans, on verra que c'est beaucoup trop cher à la fois financièrement et écologiquement à exploiter.

BH : C'est-à-dire que vous croyez que ce qui est en train de se passer maintenant

aux Etats-Unis et ce que d'aucuns appellent une vraie révolution énergétique avec des emplois créés aux Etats-Unis, avec une baisse de la facture notamment de gaz pour les entreprises américaines qui les rendent compétitives, ça ne va pas durer.

YC : Quand vous dites qu'ils les rendent compétitives, il est vrai qu'à cause de ces découvertes de gaz de schiste, notamment aux Etats-Unis, dans les Appalaches et au Texas, il y a eu une baisse du prix du mètre-cube pour les entreprises, les ménages, les collectivités. Mais les investissements sont tellement plus importants que dans le gaz ou le pétrole traditionnel que les entreprises de l'extraction, de production, de transport et de distribution du gaz elles-mêmes sont très mal en point du point de vue financier, du point de vue économique. Elles ont été obligées d'emprunter pour les investissements considérables, et les courbes de production ne sont pas les mêmes que pour les puits de pétrole ou de gaz classique. Un pétrole ou un gaz classique, vous avez un puits, vous l'avez pour 50 ans. Pour le gaz ou l'huile de schiste, vous l'avez pour 3,4 ou 5 ans, et après, vous êtes obligés d'aller forer ailleurs. Ça coûte d'ailleurs beaucoup plus cher parce qu'il faut faire des forages horizontaux avec des procédés de fracturation hydraulique qui sont assez coûteux à la fois, là aussi, financièrement et écologiquement. Donc je crois qu'il y a une mode, il y a une course au gaz et à l'huile de schiste aux Etats-Unis. Ça donne beaucoup de matière pour l'instant, mais je pense que c'est éphémère et que, contrairement à ce que dit l'Agence internationale qui a publié, en effet, son rapport mondial hier, comme d'habitude, tous les mois de novembre, en 2020, les Etats-Unis ne seront pas le premier producteur mondial à la fois de gaz et d'huile et de pétrole mais, au contraire, ils s'apercevront que tout cela leur a coûté fort cher en infrastructures, en investissements, et en écologie, et même, évidemment, en finances.

BH : On sent bien, évidemment, que vous n'êtes pas favorable au gaz de schiste, c'est le moins qu'on puisse dire. En Europe aussi, on dispose de réserves, en Espagne, en France, en Pologne, peut-être en Belgique. Est-ce qu'on doit imaginer un jour, Yves Cochet, analyser la situation, regarder s'il est possible de faire des forages chez nous et évaluer l'impact environnemental ? Les défenseurs du gaz de schiste disent que l'impact environnemental diminue de plus en plus au fur et à mesure que la technologie évolue et que, bientôt, on pourra quasi parler de technologie propre. Qu'est-ce que vous leur répondez ?

YC : Alors, je ne le crois pas pour deux raisons. La première, c'est que, quelle que soit la technologie employée, on peut en parler, il y aura de toute façon, et il y a toujours, même dans les puits conventionnels depuis un siècle, des fuites. Et quand on regarde l'ensemble de la filière du gaz, pas simplement le gaz qu'on brûle quelques fois à la maison dans une gazinière, cette filière n'est pas plus propre au

point de vue émissions de gaz à effet de serre que peut l'être celle du charbon. Il y a donc là un danger pour le dérèglement climatique, qu'il faut bien avoir aussi en tête lorsqu'on parle d'énergie, c'est que ces énergies fossiles, le gaz, le charbon, le pétrole émettent les gaz à effet de serre, soit au moment de l'extraction industrielle parce qu'il y a des fuites ou même au moment du transport dans les tuyaux, dans les pipelines, les oléoducs, et autres gazoducs ou bien, bien sûr, au moment où il y a la combustion qui se produit. La deuxième chose, c'est que nous savons faire autrement pour avoir de l'énergie, notamment en ce qui concerne disons l'électricité. Pour l'électricité, il y a bien sûr d'abord les économies d'énergie, et là aussi, je m'inscris en faux par rapport aux projections de l'Agence internationale de l'énergie. Et d'autre part, parce qu'il y a les énergies renouvelables, ce sont celles-ci qui, elles, au point de vue sources énergétiques, sont à la fois non-polluantes, le soleil en tant que tel n'est pas polluant, pas plus que le vent, les marées ou l'hydroélectricité. Et puis, il y a un potentiel fort en Europe. Donc c'est dans cette direction qu'il faut s'engager plutôt que d'aller chercher, dans le sous-sol, des gaz de schiste qu'il y a peut-être. Evidemment, vous allez me dire qu'avant de savoir ce qu'il y a, il faudrait déjà explorer. Je vous dis non parce que, pour des raisons de dérèglement climatique d'un côté et de possibilités de faire de l'électricité avec d'autres moyens de l'autre, nous pourrions nous passer de l'exploration et bien sûr de l'exploitation des huiles et gaz de schiste, même en Europe, même si je remarque qu'en effet, au Parlement européen, mes collègues de l'Est européen, notamment les Polonais et même la Commission européenne elle-même, sont plutôt intéressés par ces gaz et huiles de schiste.

BH : On connaît, vous venez de nous donner, votre position de principe par rapport à ces gaz et ces huiles de schiste mais est-ce que, quelque part, ce n'est pas écrit dans les astres que l'Europe va devoir à un moment donné y passer, que ce soit dans l'Est, en Pologne, voire peut-être un jour en France. Le rapport Gallois sur la compétitivité remis au Président François Hollande contient des éléments sur les gaz de schiste. Est-ce que quelque part, au-delà de la position de principe qu'on peut avoir sur les gaz de schiste, est-ce que quelque part, cela ne va pas s'imposer de soi, voilà, comme ça s'est imposé aux Etats-Unis ? Qu'est-ce que vous croyez, vous, Yves Cochet ?

YC : Bien sûr, il y a, on peut dire, une contradiction, une controverse qu'on a vue, économique, même scientifique, géologique, énergétique, écologique sur l'exploitation ou non des huiles et gaz de schiste. Si on était dans un monde parfait où le fait d'extraire ces gaz et ces huiles n'aurait aucune conséquence sur la pollution, à la fois la pollution atmosphérique et surtout sur le changement climatique, je vous dirais pourquoi pas, il serait évidemment irrationnel de ne pas

regarder ce qu'on a sous les pieds et de ne pas l'utiliser si ça n'avait aucune conséquence. Le problème, c'est que, on l'a vu avec le pétrole, on l'a vu avec le charbon et avec le gaz, même maintenant, les gaz dits et les hydrocarbures conventionnels, il y a une conséquence, c'est le changement climatique dont on voit tous les jours à la fois les aspects sanitaires, écologiques, et même économiques. Je ne dis pas que l'ouragan Sandy, il y a une dizaine de jours, à New York, était directement lié au changement climatique mais, à mon avis, c'est plutôt un signe avant-coureur et ça n'ira qu'en empirant. Alors, il faut savoir le monde que nous voulons laisser à nos enfants.

BH : Oui, est-ce que ces changements climatiques qui vous préoccupent et qui préoccupent beaucoup d'Européens, est-ce que c'est vraiment un frein au développement des énergies fossiles ? Parce que si on lit le rapport de l'Agence internationale, il y a une augmentation de la production, une augmentation de la consommation également, notamment à cause des pays émergents, et on a l'impression que rien ne vient freiner cela, et surtout pas le changement climatique qui paraît une préoccupation quasi purement européenne. Dans la campagne aux Etats-Unis, on en a à peine parlé et l'ouragan Sandy n'a quasi pas changé cet état de fait-là. Est-ce que, quelque part, il n'y a plus que nous en Europe qui y pensons, et encore en Europe, peut-être les écologistes ?

YC : Oui, vous avez raison. Il y a eu, là aussi, une époque, il y a peut-être une dizaine d'années, au moment du protocole de Kyoto, voilà 15 ans, un souci, et puis grâce à Al Gore et à son film, enfin un souci sur les risques du changement climatique qui ne cessent d'ailleurs de s'avérer exacts. Mais la population, les décideurs économiques et politiques semblent moins préoccupés et ils sont plutôt préoccupés à cause de la crise, c'est-à-dire économique et financière, et du manque de croissance. Il y a donc ce fantasme qu'on va pouvoir revenir à coups notamment d'énergies fossiles et pourquoi pas d'énergies non-conventionnelles comme les gaz et huiles de schiste, on va pouvoir revenir à des ères de prospérité comme il y a 20 ans ou 40 ans. Je ne le crois pas ! Je crois que la situation économique ne va pas s'améliorer, quelles que soient les gesticulations des dirigeants européens ou dans d'autres parties du monde. Et, en effet, je suis préoccupé du fait que, dans les autres parties du monde, notamment bien sûr on pense à l'Asie, voire maintenant un peu aux Etats-Unis, il y a une indifférence aux changements climatiques, mais on peut l'expliquer plus ou moins simplement par une sorte de psychologie sociale des sociétés, on regarde à court terme, en gros à six mois-un an pour un industriel et puis à 5 ans ou plus pour une politique, on ne regarde pas ce qui va se passer dans 20 ou 40 ou 50 ans, et la situation risque d'être vraiment très dramatique, sans vouloir faire du catastrophisme, et je crois

que c'est ça qui, en tout cas, sauve l'Europe, c'est cette lucidité sur le long terme.

BH : Merci, Yves Cochet d'avoir été notre invité ce matin.

Source: <http://www.aspo.be/index.php/fr/actualites/revue-de-presse/62-matin-premiere-13-novembre-2012-yves-cochet> (fichier audio disponible sur ce lien)

"Climate change: Confessions of a Peak Oiler"

par **Ugo Bardi**

En 2003, j'ai assisté à ma première conférence sur le pic pétrolier, à Paris. Tout était nouveau pour moi: le sujet, les gens, les idées. C'est là que j'ai pu rencontrer pour la première fois les personnages en grandeur nature de l'ASPO, l'association pour l'étude du pic pétrolier. J'ai rencontré Colin Campbell, Jean Laherrère, Kenneth Deffeyes, Ali Morteza Samsam Bakthiari, et bien d'autres. C'était une de ces expériences qui marquent quelqu'un pour la vie.

A Paris, j'ai appris beaucoup de choses sur l'épuisement du pétrole, mais aussi sur un autre sujet qui émergeait : le conflit entre les études sur la déplétion et les études sur le changement climatique. Cette conférence ASPO a vu le début d'une opposition qui devait éclater beaucoup plus intensément dans les années suivantes. D'un côté du débat, il y avait les personnes concernées par le climat . Ils étaient clairement consternés de voir que leurs efforts pour arrêter le réchauffement climatique étaient menacés par cette nouvelle idée: il n'y aura pas assez de combustibles fossiles pour causer les dommages qu'ils craignaient. De l'autre côté, les personnes concernées par la déplétion qui se moquaient de l'idée du changement climatique: le pic pétrolier, disaient-ils, ferait tous les soucis à cet égard obsolètes.

Mon impression, à cette époque, était que la position d'être concerné en priorité par le climat était intenable. Non pas que j'étais devenu un climato-sceptique, pas du tout: les mécanismes physiques du changement climatique ont toujours été clairs pour moi et je n'ai jamais remis en question le fait que l'ajout de CO2 dans l'atmosphère allait le réchauffer. Mais la nouveauté du concept de pic pétrolier, la découverte d'un nouveau champ d'étude, les conséquences d'une baisse de la disponibilité de l'énergie, tout cela m'a amené à voir l'épuisement comme le principal défi à venir.

Cette croyance personnelle allait durer quelques années, mais pas plus. Plus j'étudiais l'épuisement du pétrole, plus je me suis retrouvé à étudier le climat: les deux sujets sont si étroitement liés les uns aux autres que vous ne pouvez pas

étudier l'un seul et ignorer l'autre. J'ai découvert que la science du climat n'est pas seulement sur le réchauffement climatique moderne. C'est la véritable révolution scientifique du 21^e siècle. Ce n'est rien de moins qu'un changement radical de paradigme à propos de tout ce qui se passe sur notre planète, comparable à la révolution copernicienne il y a des siècles.

La science du climat nous donne une image complète de la façon dont le système terrestre a progressivement évolué et changé, en maintenant des conditions favorables à la vie organique, malgré l'augmentation progressive du rayonnement solaire au cours des quatre derniers milliards d'années. Il s'agit d'un équilibre délicat qui dépend de nombreux facteurs, y compris de l'enfouissement de grandes quantités de carbone qui, auparavant, faisaient partie de la biosphère et, au cours des âges, sont devenus ce que nous appelons «les combustibles fossiles». L'extraction et la combustion de combustibles fossiles signifie que nous altérons les mécanismes mêmes qui nous maintiennent en vie. La science du climat est fascinante, même belle, mais c'est le genre de beauté qui peut tuer.

Donc, étape par étape, j'ai fait un cercle complet. Si, au début, j'étais plus préoccupé par l'épuisement des ressources que par le climat, maintenant c'est l'inverse. Non pas que je me suis arrêté de me soucier du pic pétrolier, je sais très bien que nous sommes dans le pétrin avec la disponibilité non seulement de pétrole, mais de toutes les ressources minérales. Mais les événements récents, la fonte de la calotte polaire, les ouragans, les sécheresses, les incendies de forêt et tout le reste montrent clairement que le problème du changement climatique prend une vitesse et une taille qui était totalement inattendu il y a seulement quelques années.

Le changement climatique est un problème gigantesque: il dépasse de loin le pic pétrolier à tous les égards. Nous savons que les humains ont vécu pendant des milliers d'années sans utiliser de combustibles fossiles, mais ils n'ont jamais vécu dans un monde où l'atmosphère contenait plus de 400 parties par million de CO₂ - comme nous allons devoir le faire. Nous ne savons même pas si ce sera possible pour les humains de survivre dans un tel monde.

À l'heure actuelle, le pic pétrolier ne résout pas le problème du changement climatique - il l'aggrave, car il force l'industrie à utiliser les ressources progressivement plus polluantes, telle que les sables bitumineux ou le charbon. Peut-être que dans le futur nous allons voir une baisse dans l'utilisation de tous les hydrocarbures et, par conséquent, sur les émissions de gaz à effet de serre.

Néanmoins, si nous continuons dans cette voie, le pic pétrolier sera juste un soubresaut sur le chemin de la catastrophe.

Le transport et la civilisation

Par **Ugo Bardi** (séminaire du 12 février 2016)



Ugo Bardi

Le transport est un élément-clé de la civilisation moderne et on ne peut même pas s'imaginer la mondialisation sans son système capillaire de transport des biens et des personnes (et des armées) au niveau planétaire. Il est aussi vrai, pourtant, que presque tout le système est, aujourd'hui, basé sur le pétrole. Sans pétrole, pas de transport, et sans transport, pas de mondialisation, même pas de civilisation. Et ce n'est pas simplement une question d'épuisement, mais aussi de changement climatique, qui nous force à réduire, voire à éliminer les combustibles fossiles du mix énergétique mondial.

On va donc vers des changements très importants. Il y a la question technologique : est-il possible de remplacer les carburants fossiles par d'autres comme, par exemple, l'électricité ou l'hydrogène obtenu par des énergies renouvelables (ou par l'énergie nucléaire) ? Mais le problème n'est pas simplement technologique. C'est un profond changement systémique que nous allons voir. Présentement, comme d'ailleurs toujours, nous ne pouvons pas encore déchiffrer le futur du transport, mais on peut déjà en discerner certaines tendances.

Quand on parle de transport, les écologistes pensent soit à la bicyclette (version décroissance), soit aux voitures électriques (version croissance verte). Et dans les deux cas, spontanément, on pense d'abord aux transports urbains.

Ici, on va parler des transports inter-urbains dans une perspective de choc, parce que ce sont les transports entre les villes qui maintiennent les civilisations vivantes. Les grandes villes ne peuvent exister qu'en étant

massivement ravitaillées par un système de transports commerciaux.

Nous allons faire de la **cliodynamique** (d'après Peter Turchin) : faire de la cliodynamique, c'est adopter une approche quantitative de l'histoire, pour essayer de comprendre ce qui oriente l'histoire.

L'exemple de l'Empire romain

On peut étudier l'histoire de Rome comme un miroir de notre propre histoire, mais avec beaucoup de précautions, car il y a beaucoup d'incertitudes dans les données quantitatives dont on dispose.

Les historiens disent toujours qu'on ne sait rien, parce qu'on n'a pas suffisamment de données. Mais on sait au moins que cet empire s'est effondré, et on peut projeter sur l'Empire romain nos modèles historiques pour éclairer les choses, car Rome a fait face à des problèmes semblables aux nôtres. On ne va pas essayer de comprendre pourquoi l'Empire romain s'est effondré (les historiens s'écharpent à ce sujet depuis deux cents ans) mais essayer de concevoir un modèle.

Dans la Rome impériale, il y avait un million de personnes, et il n'y avait pas de transports publics : normalement, les villes antiques ne dépassaient pas 50 000 habitants. Mais pour Rome, on parle d'un million d'habitants : comment ont-ils pu faire ? Quasiment impossible à ravitailler à dos d'ânes et de chevaux... Ça a été possible parce qu'ils ont développé une technologie spéciale leur permettant de concentrer les ressources, **les navires onénaires (du Latin *onus, oneris* : fardeau)**, des bateaux à voile qui amenaient du blé dans la ville. A l'époque de Trajan, on a même développé un port pour cela : il était tellement grand qu'on l'appelait simplement « **Portus** », « **Le Port** ». Et un tel **système d'approvisionnement** ne pouvait exister que parce qu'il y avait la Méditerranée. Il y avait un vaste **réseau de routes commerciales** en Méditerranée.



Alors pourquoi l'empire s'est-il effondré ? Une explication : le système s'est saigné à mort pour développer son réseau de transports.

Conseil de lecture: Richard W. Bulliet, *The Camel and the Wheel*.

Petite histoire : deux économistes dans le désert du Sahara. Le premier se rend compte qu'ils ont oublié de prendre de l'eau. Mais le second répond : « *Ce n'est pas grave, après tout, nous sommes économistes, donc nous savons que l'offre s'ajuste toujours à la demande. Donc, puisque nous avons soif, le marché va nous fournir de l'eau* ».

La route de la soie se développe à ce moment-là : la route était très longue, et elle était terrestre. Le transport se faisait à dos de chameaux (pas sur mer) donc ne pouvait concerner que des produits légers : pas de blé mais biens de luxe comme la soie, les épices, l'ivoire, etc. Et l'Empire romain, en échange, envoyait vers l'Est de l'or qu'il extrayait d'Espagne. (À part ça, l'Empire romain produisait des légions et du blé). Donc c'était un échange « **or contre produits de luxe** ».

L'Empire romain ne s'est pas effondré à cause de l'érosion des sols fertiles, ou des chutes de production de blé, mais parce qu'il s'est saigné à mort pour exporter l'or vers la Chine en échange des produits de luxe. **L'effondrement de l'Empire romain d'Occident a donc d'abord été un effondrement économique**, parce qu'il n'y avait plus assez d'or, et donc ce n'était plus possible de financer les légions, les administrations, etc.

Les Vandales ont pris Carthage et l'Afrique du nord... qui étaient les greniers à blé, mais pendant cinquante ans ils ont continué à envoyer du blé, jusque l'an 455 (où les Vandales ont envahi Rome, et où la population est tombée à presque rien).

Hypothèse d'Ugo Bardi : le roi des Vandales a envoyé du blé à Rome tant que Rome était capable de payer, et c'est quand les Romains n'eurent plus d'or que les Vandales sont passés à l'attaque.

On ne peut pas avoir de données sur la production d'or dans l'Empire, mais on peut se servir d'un proxy, comme le taux d'argent contenu dans les *dinarus* (les pièces de monnaie). Ce taux chute nettement et régulièrement. On a aussi quelques données montrant une chute très rapide : la production annuelle de plomb, la consommation de viande, les territoires contrôlés, le nombre de soldats, etc. Ainsi, selon les données cliodynamiques, **la chute des empires est souvent très rapide, et là c'est aussi le cas**. C'est aussi le cas des Mayas et de l'île de Pâques.

C'est ce qu'Ugo Bardi appelle « **la falaise de Sénèque** », d'après une citation du philosophe :

“ It would be some consolation for the feebleness of our selves and our works if all

things should perish as slowly as they come into being ; but as it is, increases are of sluggish growth, but the way to ruin is rapid. » Lucius Anneaus Seneca, Letters to Lucilius, n. 91

On croît lentement, mais on chute rapidement. Il faut au moins être philosophe pour comprendre ça.

Dynamique des systèmes ou le paradigme de la baignoire

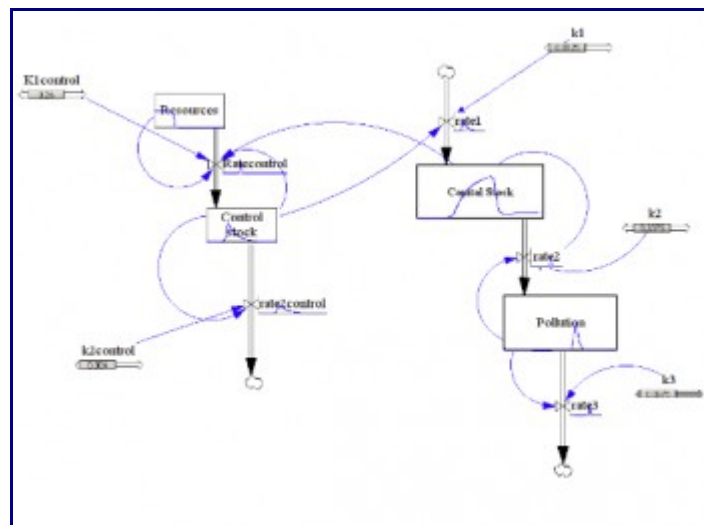
Le système fonctionne *grosso modo* comme une grosse baignoire. On dissipe le potentiel gravitationnel de l'eau en la faisant entrer (en ouvrant le robinet) et en la faisant sortir (en enlevant la bonde). Il y a toujours des stocks d'énergie quelque part, qui alimentent des structures de dissipation ailleurs.

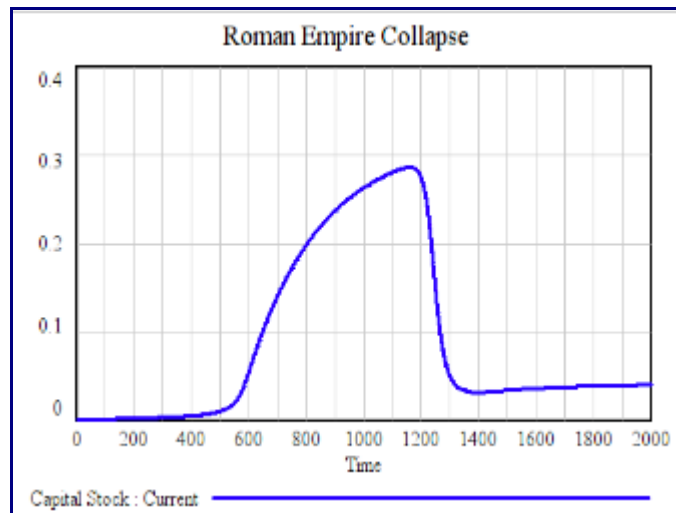
EROI : le problème du lion (structure de dissipation), c'est qu'il lui faut beaucoup d'énergie pour chasser une gazelle (stock d'énergie)... et si la gazelle lui rapporte moins d'énergie qu'il n'en dissipe pour l'attraper, il meurt. Ça marche aussi avec la chasse à la baleine (pic de la pêche à la baleine vers le milieu du 19^e siècle).

Give a man a fish, and he will eat for one day. Teach a man how to fish, and he will deplete the ocean.

Pour passer du pic de Hubbert (courbe en cloche symétrique) à la falaise de Sénèque (EROI), il suffit de rajouter les pollutions et les déchets... dont fait partie la bureaucratie romaine.

Ugo Bardi applique le modèle de la baignoire à l'Empire romain et montre son effondrement en forme de falaise de Sénèque. La civilisation romaine est abordée comme une structure de dissipation, qui a besoin d'assurer son approvisionnement en blé qui est son stock d'énergie.





Donc l'effondrement de l'Empire romain d'Occident peut, selon ce modèle, avoir été précipité par une perte de contrôle des flux financiers.

Le cas du charbon

On en extrait à partir du 19^e siècle en France, au Royaume-Uni et en Allemagne. Cela pose le même problème que les ânes et les chameaux. Au départ, il y avait d'énormes navires à voile qui transportaient le charbon : il y avait **de vastes réseaux de routes commerciales maritimes** pour amener le charbon en Europe, et surtout en Angleterre.

Problème : il ne suffisait pas d'amener le charbon sur les côtes européennes, il fallait l'amener dans les terres, et pour cela il fallait des voies navigables permettant le halage et le passage des péniches.



En 1848, l'Italie a été réunifiée : pourquoi ne l'avait-elle pas été auparavant ?

Napoléon 1^{er} avait voulu faire de la Méditerranée un lac français ; mais Napoléon III a laissé l'Italie s'unifier ; le Royaume-Uni voulait que l'Italie fasse contrepoids à la France en Méditerranée.

Toute l'histoire européenne, à partir du 19^e siècle, est dominée par la nécessité de transporter le charbon.

Le pétrole aujourd'hui

On utilise des navires pétroliers et gaziers, mais aussi des camions pour transporter le pétrole.

Les villes de plus d'un million d'habitants dans le monde :



Ces villes restent concentrées sur la côte, où dans les régions avec beaucoup de voies navigables, parce que ces villes ne peuvent exister qu'en étant massivement ravitaillées par **le système de transports**, à commencer par le vaste réseau des voies navigables commerciales.

Aujourd'hui, ces villes ont besoin de ce système de transport, qui connaît les mêmes problèmes que le système de transports de l'Empire romain :

- Il faut des ressources pour les navires ;
- Il faut des ressources économiques pour le financer ;
- Il y a des problèmes de pollution.

Première menace sur les réseaux de transports : l'épuisement du pétrole

Aujourd'hui, l'ASPO n'existe presque plus [L'ASPO a été fondé par des spécialistes à la retraite.] , **alors que nous vivons le pic pétrolier** : c'est bien dommage !

Nous avons même passé le pic des gaz de schiste états-uniens en 2014-2015, parce que le système financier n'arrive plus à l'alimenter.

Deuxième menace : la hausse du niveau des mers

Les ports vont être confrontés à des problèmes massifs de submersion. Et quoi qu'on fasse, c'est ce qui va se passer, parce que le réchauffement climatique est en marche. Tous les ports du monde commencent à s'en inquiéter et à commander des études à ce sujet.

Donc il est possible que nous voyions bientôt le système de transport mondial

s'effondrer sous l'effet de ces contraintes liées et simultanées, comme à l'époque de l'Empire romain.

Certains disent que nous pourrions, avec un peu de volontarisme, substituer massivement les énergies renouvelables aux énergies fossiles. Mais même dans ce cas peu probable, l'électricité issue des renouvelables permettrait-elle vraiment de maintenir le système de transport actuel ? C'est loin d'être sûr.

Donc la solution, si on ne peut pas sauver ce système de transport, c'est **une société relocalisée** (un peu comme le Moyen-Âge a été marqué par la relocalisation des économies après la centralisation et la concentration qui avaient été les caractéristiques de l'Empire romain).

Ugo Bardi finit sa présentation sur **Alaric 1^{er}, roi des Wisigoths** : les Romains étaient dans la ville éternelle à son apogée, au milieu de palais somptueux, et ils étaient assiégés par les barbares. Pouvaient-ils le croire ? Non. L'empereur romain leur a intimé l'ordre de partir, car les Romains étaient très nombreux. Ce à quoi Alaric 1^{er} a répondu : « *The thicker the hay, the easier it is mowed !* » **C'est une phrase qui change l'histoire et qui change le monde.**

Tout cela nous rappelle – même si cela avait déjà été dit par les Meadows en 1972 – que l'histoire a déjà connu des changements extrêmement rapides.

Ugo Bardi est professeur de chimie physique à l'Université de Florence. Il est également membre du Club de Rome. Il s'intéresse à la déplétion des ressources, à la modélisation de la dynamique des systèmes, à la science climatique, et aux énergies renouvelables. Il a notamment écrit *The limits to Growth revisited* (Springer, 2011), un retour sur le rapport historique de 1972, et, plus récemment, *Le Grand pillage – Comment nous épuisons les ressources de la planète* (Les Petits Matins / Veblen, 2015).

ACTUALITÉS

La grande misère du maritime

Bruno Bertez 4 mars 2016

Le commerce mondial est quasi sur « halt ». C'est le signe qui ne trompe pas de la gravité de la situation, malgré les trucages de chiffres nationaux et internationaux. Il y a des chiffres qui ne mentent pas, ce sont les chiffres sectoriels comme les consommations d'électricité ou les frêts maritimes.

Les professionnels s'attendent à un tsunami de faillites dans ce secteur, avec des dégâts financiers importants pour les banques .

The CEO of Dry bulk shipper **Golden Ocean Group**, Herman Billung spoke before an industry conference in Oslo, and made it clear that the worst-case expectations may prove to be optimistic.



Photo: Golden Ocean Group

He said that Dry Bulk shippers should expect little respite for another two years, adding that an enormous oversupply of vessels isn't sustainable: « It's a fair assumption to make that only half of the orderbook in 2016 will be delivered. »

He warned that « **in the coming months there will be a lot of bankruptcies, counterparty risk will be on everybody's lips.** »

He said that « The market has never been this bad before in modern history. **We haven't seen a market this bad since the Viking age. This is not sustainable for anybody and will lead to dramatic changes.** »

L'impératif de l'effondrement...

Patrick Reymond 3 mars 2016

Les USA évoluent très mal. Ces statistiques officielles, pas trop mauvaises, car officielles, sont quand même catastrophiques au plus haut point.

Pourront elles se continuer ou même seulement se maintenir 4 ans de plus ? C'est douteux.

D'ailleurs, les signes d'effondrements ne manquent pas. Une mort en automobile, d'un fondateur et gourou du pétrole et gaz de schiste, dans un accident suspect. Suicide probable ? Les crises économiques remplissent les hôpitaux psychiatriques, les cimetières et les prisons. Dans les 3 cas de figures, les arrogants d'hier ne manquent pas...

Les classes dirigeantes n'ont plus aucune prudence, ni aucun sens du réel. Leur domination, leur richesse est éternelle. C'est sans doute ce que pensait les aristocrates français à la fin du XVIII^e siècle.

La Grande Bretagne est dans les choux. Énergétiquement parlant. Les 3 mamelles du royaume, nucléaire, gaz et pétrole, se tarissent. Le cheval choisi pour construire les centrales nucléaires d'Hinckley point, est mauvais. EDF est en état de mort

clinique. 37 milliards de dettes. Et 100 milliards à dépenser en France. Et RTT qui doit être vendu (1/3 des bénéfices).

Le délire boursier et libéral du Royaume Uni, va donc se fracasser contre l'assèchement de l'économie réelle.

[La légitimité des dynasties](#) s'émousse. Le renouvellement politique est impératif, et personne ne dira que Clinton est un nom neuf. C'est au contraire, un nom de béni-oui-oui du système.

L'actuel ratio or/pétrole nous annonce-t-il la pire crise de l'histoire ?



[Jean-François Faure](#)
[AuCOFFRE](#)

Publié le 04 mars 2016

Dans la catégorie « prédictions millénaristes » et autres statistiques prophétiques, la **Deutsche Bank** vient de donner du grain à moudre à tous ceux qui aiment voir des signes de fin du monde dans la première trace un peu louche laissée par leur grille-pain sur leur tartine matinale. En effet, la banque allemande a récemment mis à jour [l'évolution du ratio or/pétrole depuis 1865](#) et l'allure générale de la courbe de tendance fait désormais dire à certains que **la crise qui va bientôt nous frapper sera la pire que notre histoire aura jamais connue.**

Soyons clairs, il n'est pas question ici de nier que tous les signes objectifs apparaissant sur les marchés depuis plusieurs mois maintenant concourent à nous mener vers une nouvelle crise de grande ampleur. Difficile également d'imaginer qu'on aura juste droit à une énième secousse, certes désagréable, mais qui finira par passer, comme les autres, **sans doute avec l'aide des banquiers centraux** qui nous inventeront pour l'occasion un nouveau tour de passe-passe financier dont ils ont le secret. Non, on sait que la prochaine sera probablement la bonne, celle qui risque fort de remettre en question pas mal de principes qu'on croyait jusqu'ici inébranlables, voire de bouleverser les fondements mêmes de nos sociétés.

Mais ce qui est gênant, en revanche, c'est de voir que certains partent de la conclusion possible pour remonter jusqu'à des déclencheurs, ou en tout cas des indicateurs, assez peu probants.

Prenons ainsi ce pseudo-modèle du ratio or/pétrole. On nous explique que **chaque**

fois que la valeur de l'once d'or en barils de pétrole était au plus haut, on avait droit à une crise majeure. Crise d'ailleurs d'autant plus importante que le ratio atteignait un niveau élevé. Et, [graphique à l'appui](#), on voit bien qu'en 1986, lorsque le pétrole cotait plus de 30 onces le baril, le monde connaissait les affres du contre-choc pétrolier. De la même façon, un nouveau pic au tournant de l'année 1994 coïncidait avec de graves bouleversements économiques en Amérique Latine. Idem fin 1998 où un nouveau pic venait coller à la crise asiatique. Puis ce fut le pic de 2009, correspondant à la crise des *subprimes* ; celui de 2011, à rapprocher de la crise en Europe ; et enfin le pic de 2015 marquant l'effondrement des économies émergentes dans lesquelles le monde entier mettait tant d'espoir. La courbe poursuit ensuite son envol vers des sommets jusqu'ici jamais atteints et dont on ne perçoit visiblement pas encore le plafond, laissant augurer une nouvelle crise comme jamais on n'en a connu jusqu'ici. Le raisonnement est séduisant, presque convainquant même. Sauf que...

Sauf qu'on essaie juste de faire dire à ce pauvre ratio or/pétrole autre chose que ce qu'il traduit. À savoir, **une conséquence bien plus qu'une cause**, ou même un signal. Inutile de rentrer dans le détail d'une analyse finement menée sur le lien entre l'or jaune et l'or noir. Contentons-nous simplement de reprendre la liste des fameux pics.

– 1986 et le contre-choc pétrolier : non seulement 1986 marque la fin du phénomène initié en 1981 par les efforts conjoints (et volontaires !) des États-Unis et de l'Arabie Saoudite pour faire **baisser le prix du baril** et limiter l'emballement de l'économie mondiale, mais il se trouve que l'une des conséquences a été la mise en difficulté de l'URSS qui finit par ne plus avoir les moyens de financer les pays dits « satellites », ce qui mènera 3 ans plus tard à l'éclatement du bloc de l'Est et la **fin de la Guerre Froide**. Difficile d'y voir un événement négatif. Et encore moins de supposer que le pic or/pétrole annonçait quoi que ce soit puisqu'il est arrivé à la fin du processus.

– 1994 et la crise des pays d'Amérique Latine : certes, le Mexique a connu une grosse année noire à ce moment précis et à peu près toutes les économies de la région en ont souffert, mais la crise existait déjà quasiment en continu depuis les années 70, en particulier à cause des dérives de l'idéologie communiste qui faisait des ravages dans tous ces pays. Et si on devait placer la crise de la dette des pays d'Amérique Latine sur une échelle du temps, on la situerait plus aisément à partir du début des années 80. Donc, là encore, il est abusif de considérer le pic de 1994 comme annonciateur de ce désordre international.

- passons rapidement sur le pic de 1998 censé annoncer une crise asiatique... qui a eu lieu durant la seconde moitié de l'année 1997.
- sourions à l'évocation du pic de 2009 qu'on nous présente comme précurseur de la crise des subprimes... de 2008 !
- alors oui, on a bien un pic en 2011 qui précède les défauts en cascade de pas mal de pays européens en 2012, mais on pourrait presque finir par croire à une coïncidence, d'autant que les choses n'ont fait qu'empirer entre 2013 et 2014... alors que cette fois le ratio or/pétrole était au plus bas (pétrole très cher et or en perte de vitesse)
- enfin, il est difficile de voir dans le « pic » de 2015 autre chose que l'amorce de l'envol de la courbe qui n'a depuis cessé de monter, sauf à un bref moment, en fin d'année, où certains ont pu croire que les mesures annoncées par certaines institutions (à commencer par **la décision de la FED de remonter ses taux**) allaient peut-être tirer tout le monde vers le haut.

Reste cette progression constante de la valeur de l'once d'or par rapport au pétrole, sur laquelle on pourrait gloser sans fin et lui trouver une quantité astronomique de raisons... comme de présages. Quoiqu'il en soit, le fait qu'on ait conjointement **une forte baisse du prix du pétrole et une forte remontée des cours de l'or** depuis le début de l'année 2016 doit probablement expliquer une bonne partie de cet essor sans précédent.

La crise, on l'aura, et elle sera probablement violente, dévastatrice même peut-être. Mais voir dans la valeur de l'or en barils un indicateur de cette violence semble aussi hasardeux que d'indexer le taux de chômage sur la natalité annuelle.

Source : www.loretlargent.info

« Pourquoi la prochaine crise sera pire » ?

Par Michel Crinetz

LeNouvelEconomiste.fr Publié par: resistanceauthentique.wordpress.com/ 03 Mars 2016



C'est le sous-titre du dernier livre de P. Artus et M.-P. Virard intitulé 'La folie des banques centrales'

Par Michel Crinetz, Ancien superviseur financier, Collectif Roosevelt

Selon les deux auteurs, nos banques centrales nous "inonderaient" de liquidités qui gonfleraient les bulles financières.

Peu de chiffres à l'appui de cette thèse, illustrée plus tard par des graphiques montrant que, ici ou là, quelques mois après augmentation de la monnaie centrale, le prix de tel actif financier ou immobilier a augmenté ; ne reste plus qu'à montrer le lien de cause à effet...

Les "institutions financières" auraient acheté avec cet argent des actifs financiers ou immobiliers. Pas les banques, ayant "arrêté le trading pour compte propre, du fait des nouvelles réglementations bancaires". Vraiment ? Certaines grandes banques spéculent davantage¹, notamment par le canal des produits financiers dérivés, qui n'a guère besoin de liquidités.

"Pas les banques, ayant "arrêté le trading pour compte propre, du fait des nouvelles réglementations bancaires". Vraiment ?"

Inondation ? En 2015, l'eurosysteme, ensemble des banques centrales de la zone euro, a créé 531 milliards d'euros de monnaie centrale, seulement 5 % de la masse monétaire totale ; les banques lui ont vendu 378 milliards des dettes publiques. L'argent reçu en contrepartie n'a été employé par elles, les gestionnaires d'actifs et les assureurs, qu'à hauteur de 145 milliards (à fin septembre, derniers chiffres disponibles), pour acheter des actions.

Cette petite "inondation" n'a été que le quart de la hausse des marchés d'actions, passés en 2015 de 5 642 milliards à 6 260 milliards.

Cela a peut-être amorcé la liquidité de marché. Mais il ne faut pas confondre LES liquidités – l'argent –, et LA liquidité – la possibilité de se défaire d'un titre sans y

perdre. Les marchés financiers n'ont pas besoin d'argent pour monter : ils créent leur propre liquidité² en période de hausse, grâce aux marchés à terme, et la réduisent en période de baisse. Le prix des actifs financiers dépend de l'opinion des opérateurs sur leur valeur actuelle et à venir. Apportez des liquidités en période de baisse, elles n'iront pas sur les titres, mais dans d'autres emplois, sans faire remonter le marché.

La preuve, c'est que l'afflux d'euros, qui pourtant continue, n'a pas empêché les marchés de baisser fortement début 2016. Ne reste guère qu'une bulle obligataire.

La hausse du prix des obligations avait été provoquée par la politique de baisse des taux ; puis par leur rachat par l'eurosysteme.

Le prix des obligations rebaissera quand ces politiques s'inverseront. Dans un univers financier raisonnable, une bulle obligataire n'explose pas : elle se dégonfle au fur et à mesure que les taux remontent, quoique plus vivement quand les taux sont proches de zéro comme actuellement.

Mais nous vivons à présent sous un château de cartes de dérivés de taux d'intérêt censés protéger 600 000 milliards "notionnels" de dollars (ou d'euros) contre les variations des taux. Ces engagements monstrueux et très changeants ne sont provisionnés que pour une part infime, et ne seront ni tenables, ni tenus.

Largement de quoi déclencher des faillites bancaires en chaîne, très au-delà des faibles digues de protection péniblement mises en place³, et des moyens des États et des banques centrales.

"Largement de quoi déclencher des faillites bancaires en chaîne"

Créer de la monnaie centrale ou bancaire, c'est gonfler un endettement que tout le monde considère déjà comme excessif. C'est comme souffler dans un ballon alors qu'il semble sur le point d'exploser.

Ne serait-il pas prudent au contraire de le dégonfler dès à présent par une diminution massive de l'endettement des États et des ménages ? En commençant par les États les plus endettés, car c'est là qu'éclatent d'abord les bulles obligataires, comme on l'a vu en Grèce ces dernières années et comme on a failli le voir au Portugal en février dernier. Le FMI et le 'Financial Times'⁴ proposent de "restructurer" la dette grecque ; pour commencer ?

Les autorités de résolution bancaire sont désormais obligées de réduire les dettes des banques en difficulté.

Pourquoi désendetter seulement les banques en difficulté ?

Et seulement la Grèce ?

1 Cf. notre chronique du 15 octobre 2015

2 Cf. la chronique du 3/9/2015

3 Cf. notre chronique du 25/11/2015

4 <http://investorsfreshnews.com/2016/02/17/to-err-is-human-to-restructure-is-divine/>

« La zone euro va s'effondrer. C'est l'Enfer. »



Mish
Global Economic Analysis

Publié le 04 mars 2016

Mervyn King, l'ancien gouverneur de la banque d'Angleterre, a écrit un livre afin d'expliquer pourquoi la zone euro va s'effondrer. Sa logique est similaire à ce que j'ai déjà expliqué maintes et maintes fois : Il y a tout simplement trop de dette au sein du système, et nous souffrons d'un manque de désir politique de la part de l'Allemagne de s'impliquer dans une union de transfert.

Voici un extrait de [Former BoE chief King predicts collapse of the eurozone](#) :

Mervyn King, l'ancien gouverneur de la banque d'Angleterre, a prédit l'effondrement de la zone euro dans son livre publié cette semaine, et va plus loin encore que son scepticisme habituel envers la devise unique européenne.

Dans *The end of alchemy: banking, the global economy and the future of money*, il nous explique que le poids de la dette entre les nations de la zone euro « *pourrait devenir trop important pour permettre le maintien de la stabilité politique* ».

Soulignant le besoin de la zone euro de s'intégrer davantage et d'annuler une partie de ses dettes, il explique que le processus excèderait certainement le désir des peuples européens de refinancer d'autres pays.

« L'Union monétaire a donné lieu à un conflit entre une élite centralisée d'une part, et les forces démocratiques nationales de l'autre. C'est extrêmement dangereux, » a-t-il ajouté.

Lord King a déjà présenté des opinions similaires, et s'est fréquemment opposé aux exigences qui imposent aux nations endettées à ajuster leurs politiques. En 2013, il a expliqué au FT que les exigences auxquelles doivent se plier la Grèce et d'autres pays de la périphérie sont mieux décrites par le terme Enfer. « *C'est l'Enfer. Et pas qu'un peu. C'est un véritable Enfer,* » a-t-il dit.

Son livre se penche principalement sur l'avenir du secteur bancaire et les déséquilibres de l'économie globale. Selon lui, le monde fera inévitablement face à de nouvelles crises, parce qu'il n'a pas su résoudre les problèmes à l'origine de celle de 2007-08.

Lord King ne demande en aucun cas la dissolution de la zone euro. Après avoir expliqué que les pays du sud de l'Europe feront tout leur possible pour rester dans l'Union, il ajoute que « le contre-argument qui veut qu'une sortie de la zone euro génèrerait une situation de chaos, un déclin des salaires et une incertitude accrue quant à la survie de l'union monétaire a beaucoup de poids. »

« Mais si l'alternative est une austérité écrasante, un chômage de masse continu et une dette insurmontable, quitter l'euro pourrait être le seul moyen de retrouver un jour une situation de croissance économique et de plein emploi. Les bénéfices de long terme sont supérieurs aux coûts de court terme », écrit-il

Failles fondamentales

Voici une question à laquelle j'ai déjà répondu par le passé : « *L'euro souffre-t-il de failles fondamentales et de tensions si importantes qu'il en est condamné ?* »

La réponse est oui.

La zone euro est une expérience qui a échoué. Une dissolution est inévitable, et l'a toujours été. Les failles structurelles sont trop importantes, et se sont accumulées au fil des années. Aucune union monétaire n'a jamais pu survivre sans union fiscale.

Le 9 novembre 2011, dans [Breakup Inevitable, but How?](#), j'ai fait le commentaire suivant :

Une dissolution de la zone euro est inévitable. La zone euro est une expérience qui a échoué. Une dissolution est inévitable, et l'a toujours été. Les failles structurelles sont trop importantes, et se sont accumulées au fil des années. Aucune union monétaire n'a jamais pu survivre sans union fiscale.

Il serait préférable pour tous les partis impliqués que l'Allemagne quitte la zone euro et adopte de nouveau le mark. L'Allemagne disposerait immédiatement d'une devise crédible. Si la Grèce ou l'Espagne sortaient d'abord, ces pays traverseraient certainement une hyperinflation ou une forte inflation.

Il est important de se rappeler que, dans tous les cas, l'Allemagne souffrira. Tant que la zone euro demeurera intacte (et elle ne le pourra pas sur le long terme), les contribuables allemands devront continuer de refinancer des pays étrangers, des banques étrangères, et leurs propres banques.

D'autre part, si l'Allemagne quittait la zone euro, la dette due aux banques allemandes ne serait pas remboursée en marks, mais en euros dévalués.

Une sortie de l'Allemagne poserait toutefois moins de problèmes qu'une forte inflation en Grèce, au Portugal et en Espagne.

Trois voies alternatives

1. Annuler suffisamment de dettes pour permettre à l'Europe de croître.
2. Un taux de chômage élevé et une croissance lente en Espagne et en Grèce, avec une stagnation partout ailleurs.
3. Dissolution de la zone euro.

Aucun autre choix n'est possible.

Pour plus d'informations, voyez aussi [From ZIRP to NIRP: Virtues of Germany vs. the Vices of Greece; What About "Speece" and Gold?](#)

Dans son livre, King explique que « les tentatives de trouver un terrain d'entente ne fonctionneront pas. Les électeurs allemands finiront par se dresser contre les pertes qu'ils auront été forcés de subir pour soutenir leurs frères affaiblis, et le moyen le plus simple de dissoudre la zone euro sera pour l'Allemagne d'en sortir. »

Bingo. J'ai dit la même chose il y a quelques années. Comme vous avez pu le lire plus haut, l'Allemagne paiera un prix, d'une manière ou d'une autre.

Malheureusement, au vu du triste état de la sphère politique, une dissolution destructrice aura bien plus de chances de se produire.

Mike "Mish" Shedlock <http://globaleconomicanalysis.blogspot.com>

Deep State, les nouveaux rentiers

Rédigé le 4 mars 2016 par [Bill Bonner](#)

Nous examinons depuis quelques jours la hausse du Deep State... le « gouvernement de l'ombre » qui tire vraiment les ficelles.

Après l'annonce du dirigeant chinois Deng Xiaoping que s'enrichir est « glorieux »... la chute du mur de Berlin... et la proclamation de « la fin de l'Histoire » par le

chercheur économique Francis Fukuyama, les Américains — et les Occidentaux dans leur ensemble — se sont mis à croire, naïvement, que le monde évoluait dans la même direction — la leur.

Les Etats-Unis étaient le Peuple élu... le pays exceptionnel... la nation que le reste du monde admirait, souhaitait imiter et dont on ne pouvait se passer.

Les Américains ne doutaient pas que ce ne soit qu'une question de temps avant que la Chine — prise dans les griffes implacables du capitalisme mondialisé... et infestée de diplômés de la Harvard Business School — devienne comme les Etats-Unis.

Bientôt, les Chinois regarderaient eux aussi des émissions télévisées débiles. Il y aurait des autoroutes à huit voies entre les grandes villes... et des affiches géantes pour des centres commerciaux.

Prêts automobiles, prêts étudiants et prêts revolving ne seraient pas loin derrière. Les dirigeants d'entreprise manipuleraient les marchés de manière éhontée pour s'accorder des primes imméritées... grâce à de l'argent irréal emprunté à des taux tout aussi irréels à des banquiers peu scrupuleux.

Les Chinois ne tarderaient pas non plus à développer une presse libre — qui mettrait au jour les dossiers gênants des politiciens et des bureaucrates... pour les enterrer discrètement dans un tiroir.

Et la démocratie ?

La flamme sous la marmite de la liberté brûlait en Chine comme aux Etats-Unis. Là encore, ce n'était qu'une question de temps avant qu'elle n'entre en ébullition avec des élections... où des candidats imbus d'eux-mêmes engageraient de plus en plus d'argent des autres... jusqu'à ce que les électeurs soient entièrement cuits.

Mais quel choc ! Ce ne sont pas les Chinois qui sont devenus comme les Occidentaux — mais l'inverse. Et là, nous nous concentrons sur un aspect essentiel : chez eux, le Parti communiste dirige les choses. Aux Etats-Unis et en Occident, c'est le Deep State.

L'évolution de la démocratie

Les gens veulent toujours obtenir la richesse et le pouvoir de la manière la plus simple possible. Cette manière, c'est de les prendre à d'autres.

Tel est le rôle du gouvernement — la seule institution qui peut voler et tuer légalement (incroyable, tout ce qu'on peut faire quand on rédige soi-même les lois !).

La fumée des révolutions française et américaine a masqué cette réalité brutale. Elles ont montré qu'on peut vraiment tromper 1 000 personnes 1 000 fois.

Il suffit de convaincre les citoyens lambda qu'ils peuvent jouer un rôle dans le

gouvernement. Non seulement ils feront la queue devant les bureaux de vote dès l'aube...

... Mais ils enverront leurs enfants mourir dans vos guerres... et paieront plus d'impôts, en croyant que c'est pour leur propre bien !

Le chancelier allemand Otto von Bismarck a expliqué comment maintenir l'ordre au sein du « petit peuple » : promettez de prendre soin d'eux du berceau à la tombe.

Taxe-les... puis rendez une partie de cet argent sous forme d'avantages sociaux.

Jusqu'au 19ème siècle, la principale source de richesse était la terre.

En Europe, elle appartenait à une poignée de riches « rentiers » et était cultivée par de nombreux paysans pauvres. Une fois que les paysans ont eu le droit de vote, les grands propriétaires se sont retrouvés en position de faiblesse politique.

Ils n'avaient pas assez de votes pour protéger leur richesse aux urnes. Et ils n'avaient pas assez de richesse pour se protéger au niveau politique.

La nouveauté, c'était la « libre-entreprise ».

Un nouveau pouvoir et une nouvelle richesse apparaissaient dans les villes et les usines. La « richesse imméritée » ou les « rentes » injustes ne pouvaient suivre le rythme. Elles avaient mauvaise réputation. La nouveauté, c'était la « libre-entreprise ». Et elle enrichissait la société.

C'était une sorte de richesse différente. Elle provenait du travail, des compétences et de l'investissement. Il fallait la gagner.

Les nouveaux riches ajoutaient de la nouvelle richesse. Ils ne se contentaient pas de prendre l'argent des travailleurs. Les anciens riches — perdus dans leurs châteaux immenses et mal chauffés, des trous dans leurs pull-overs et des zéros dans leurs comptes en banque — n'ajoutaient rien du tout.

Les propriétaires terriens perdirent leur pouvoir. Petit à petit, les grands domaines — dont bon nombre pouvaient être retracés aux vols et conquêtes de l'époque médiévale — furent démantelés et frappés d'impôts.

Et pendant un temps — alors qu'elle était fraîche et neuve — la démocratie sembla fonctionner. La « main morte » du passé disparut. Les anciens rentiers furent oubliés.

Mais le gouvernement était encore en activité. Les gens intelligents découvrirent bientôt comment l'utiliser...

... Et une nouvelle classe de rentiers naquit.

A suivre...

« Société Générale, au-dessus des lois ? La vidéo choc ! »

Charles Sannat 4 mars 2016

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Évidemment, dans le contexte actuel, cette vidéo que vous pourrez visionner, car elle se trouve tout en bas de cet article, peut sembler choquante à l'immense majorité des gens, des spectateurs, de celles et ceux qui vont la visionner.

Pourtant, une fois le côté émotionnel pur évacué, je vous propose de prendre de la hauteur.

Mon passage en salle des marchés !

Pas encore diplômé, j'avais choisi en dernière année de mon cursus d'opter pour un stage long de 12 mois. C'était en 1997 et à l'époque, c'était déjà... la crise ! Bref, pistonné par un de mes enseignants (grâce à mes notes je le précise, n'ayant jamais su fayoter une autorité quelle qu'elle soit), je me suis retrouvé dans une très grande salle des marchés.

C'est là d'ailleurs que j'ai connu mes premiers émois épistolaires puisque j'étais le remplaçant du gus qui écrivait tous les matins le flash marchés à l'attention de clients qui payaient un abonnement annuel de plusieurs milliers de francs par an pour recevoir un truc qui ne valait pas tripette (vu mon niveau de l'époque, mais ça faisait illusion semble-t-il).

Bref, tout ça pour vous dire qu'une salle des marchés, c'est un environnement d'immaturs profonds et de bébés plus ou moins mal dégrossis à qui l'on fait manipuler des centaines de millions ou de milliards. Ils ont la pression, certes, mais point trop, les marchés ayant le goût exquis d'ouvrir à 9h00 le matin et de se refermer à 17h30, ce qui ne fait pas non plus une journée épuisante d'usine !

De l'humour potache, choquant par la cruauté de la vérité nue !

Alors lorsqu'une équipe de vente part en séminaire, c'est rarement pour faire dans la finesse, la grandeur ou la philosophie. Généralement, les jeunes abrutis que nous étions – et ceux d'aujourd'hui ne font ni pire ni mieux que ceux qui les ont précédés – partaient pour s'amuser et ripailler ! En gros, ça picole, ça rigole, ça fume... et puis de temps en temps, ça dérape avec quelques petits flirts entre collègues lors d'une soirée plus ou moins arrosée – euphémisme pour dire

beaucoup plus que moins !

Ce qui est choquant c'est d'entendre des gens dire "mais où est la marge ? elle est dans ma poche !!"

Le message implicite est "je suis là pour faire du fric, du pognon, du flouze, et ma seule préoccupation c'est de vous prendre votre argent". C'est choquant... parce que c'est vrai, et que vous entendez là la vérité dans toute sa cruauté.

Comme lorsque hier je vous expliquais pourquoi nous allons faire faillite, que cela vous amuse ou pas, la vérité est choquante parce que cruelle et que finalement, nous préférons ignorer certains aspects de notre société, et certains aspects de nous-mêmes également !

Ne soyons pas naïfs : tout le monde essaie tous les jours de vous piquer votre fric et de vous faire les poches !!

Évidemment, comme c'est une banque, il est de bon ton de dire "haaa les vilains, les escrocs, les méchants, les enfoirés de banquiers" !

Certes, les banquiers ne brillent ni par leur intelligence, ni par leur sagesse, encore moins par leur altruisme ou leur volonté de prendre soin du monde ou des gens. L'argent entre leurs mains est un outil froid, une réalité glaciale, mais pour autant, ce qui vous choque dans ces séminaires de jeunes potaches se passe dans tous les autres secteurs !

Vous savez quels sont les contenus des séminaires des vendeurs des industries des pesticides ? "Hahahahaha, on leur a même dit à ces crétins de péquenots de paysans... qu'ils ne risquaient rien ! Hhahahahaha !!" Humour potache de vendeurs payés à la com pour gagner du fric et faire tourner le système.

Vous savez quelle est la teneur des débats et des ébats chez les vendeurs de raviolis à la viande de cheval ? "Hahahahahaha, les cons, tu leur files à bouffer du bœuf, du cheval, ils font même pas la différence, c'est tous des cons, la prochaine fois on leur fera bouffer du rat, comme ça on va encore augmenter notre marge et notre com !"

Vous savez quels sont les propos échangés dans les équipes commerciales des opérateurs téléphoniques (qui provisionnent les risques sanitaires chaque année, qui mettent des oreillettes pour dire, lorsque vous aurez votre tumeur au cerveau, que vous pouviez utiliser ce truc avec fil et qu'en lisant les petites lignes vous étiez mis en garde)? "Hahahahahaha, les gens sont tous des abrutis, vous pouvez leur vendre n'importe quel téléphone le plus cher possible, c'est devenu une extension d'eux-mêmes, rien n'est trop beau, rendez-les jaloux du smartphone du voisin,

dites-leur que c'est indispensable, que c'est bon pour la santé, que ça fera jamais de mal, que même pour les enfants c'est géant, d'ailleurs les gosses peuvent rester en contact avec leurs parents, c'est plus sûr," etc. etc. Bref, vous croyez que c'est quoi le but d'un opérateur téléphonique ? Vous faire plaisir et être gentil ? Non ils sont là pour vous prendre votre fric.

Vous savez ce qu'ils se racontent dans l'industrie agro-alimentaire? Pour les pâtes à tartiner ou pas, pour les fromages ou autres plats cuisinés et préparés ? Toujours moins cher à fabriquer, toujours plus cher à la vente et "elle est où la marge ? Dans ma poche !".

Dans ma poche aussi la marge des pétroliers, dans ma poche la marge des produits fabriqués en Chine par des enfants ou des salariés réduits à l'état d'esclaves ou presque pour acheter des paires de baskets à 150 euros, des jeans à 200 ou encore des jouets qui ne respectent aucune norme de sécurité mais sur lesquels les Chinois qui se bidonnent en se roulant par terre de rire de la connerie sans limite des Occidentaux collent tout simplement des étiquettes "NF" en disant, entre deux spasmes de fou rire, "maintenant produit aux normes hahahahaahaha".

Ce qui est choquant en réalité, c'est d'admettre que vous n'êtes rien, vous n'êtes plus humain, en aucun cas : vous n'êtes qu'une contrepartie financière. Vous n'avez aucune utilité si ce n'est celle d'enrichir le système, les entreprises.

Nous en sommes tous réduits à nous battre pour gagner quelques sous, notre maigre salaire de subsistance, et une fois gagné durement, il va falloir protéger vos sous tout au long de la journée pour ne pas vous les faire piquer "légalement" par tous les vendeurs que vous croiserez, par tous ceux qui vous "taxeront". Ce qui est choquant, c'est qu'il n'y a plus aucune humanité entre nous, mais uniquement des relations de vendeurs à acheteurs, en un mot : des relations d'argent.

Nous préférons croire en une fiction différente et rassurante. C'est cette différence entre nos croyances et la réalité qui est choquante.

En attendant mes chers amis, préparez-vous, il est déjà trop tard !

[La Chine va produire ses propres moteurs d'avions](#)

Et voilà nous y sommes. Alors que la Chine a lancé son premier avion de ligne, ils vont désormais créer leur propre motorisation. D'ici 5 ans, la Chine sera autonome en terme d'aéronautique, et nous n'aurons plus que nos yeux pour pleurer... Enfin nous, je pense surtout à mes copains du groupe Airbus... ou à ceux de la SNECMA !! Il va falloir penser à se reconverter !

Charles SANNAT

Les États-Unis détrônent la France comme premier partenaire commercial de l'Allemagne

Alors que traditionnellement, la France est le premier partenaire commercial de l'Allemagne, notre pays est en très nette perte de vitesse, ce qui est une information essentielle.

C'est l'Office fédéral des statistiques qui le confirme : pour la première fois depuis 1975, la France n'est plus le premier partenaire commercial de son grand voisin.

L'impact politique d'un tel changement est colossal dans le rapport de force car cela donne évidemment une prééminence très forte de la tutelle américaine sur l'Allemagne.

Cela montre aussi à quel point notre pays, sur tous les plans, est en train de sombrer.

Alors côté français, on cherche à se rassurer de façon pathétique en expliquant que c'est conjoncturel, que ça ne va pas durer ou encore que c'est, accrochez-vous bien, "dû entièrement aux fluctuations des monnaies, a réagi pour l'AFP le cabinet du secrétaire d'État français au Commerce extérieur Matthias Fekl, "et sur une longue période, la France reste le premier partenaire commercial de l'Allemagne".

On peut expliquer à notre mamamouchi du commerce extérieur que l'Allemagne et la France ont la même devise, à savoir l'euro, et qu'en plus l'euro a baissé face au dollar, ce qui devrait permettre aux Allemands d'être encore plus compétitifs à l'export, mais cela renchérit d'autant les éventuels produits US achetés en Allemagne, ou le coût des investissements américains outre-Rhin... C'est donc une explication plus que courte que nous livre un ministre là encore totalement dépassé.

Charles SANNAT

[Source ici](#)

Le nouveau drone franco-britannique coûtera 2 mds EUR

Encore un projet militaire – qui va avoir des dépassements de coûts – pour un drone qui serait prêt en 2030... C'est ce que l'on appelle du long terme. Nous avons des projets de drones dans les cartons de plusieurs de nos industriels, et nous pourrions en produire un assez vite en réalité, car objectivement, construire un drone ce n'est tout de même pas ce qu'il y a de plus complexe...

C'est assez incompréhensible.

Charles SANNAT

“En dessous de zéro au Japon” par Koichi Hamada

Charles Sannat 4 mars 2016

Je vous propose de découvrir cet article du japonais Koichi Hamada, conseiller économique spécial du Premier ministre japonais Shinzo Abe, et professeur émérite d'économie à l'Université de Yale et à l'Université de Tokyo.

Il nous explique pourquoi les taux négatifs c'est génial, pourquoi les taux négatifs c'est une excellente nouvelle et que cela n'a, à tort, pas été pris pour ce que c'était, à savoir un élément de la félicité sur Terre.

Cet article est passionnant par son absurdité. Il est passionnant car il exprime la pensée et les raisonnements qui prévalent dans les sphères dirigeantes nippones, et de vous à moi, **c'est tout de même très inquiétant.**

Ce type de déni des réalités était identique en ex-URSS, et c'était juste avant l'effondrement de l'empire soviétique.

Charles SANNAT

“En dessous de zéro au Japon” par Koichi Hamada

Dans une tentative audacieuse de relance de l'économie japonaise, la banque du Japon a désormais poussé ses taux d'intérêt en territoire négatif. Même si cette politique n'est pas neuve – elle est déjà implémentée par la BCE, la Banque de Suède, la Banque Nationale suisse et d'autres – il s'agit d'une nouveauté pour la BoJ. Et, malheureusement, les marchés n'ont pas réagi comme anticipé.

En théorie, les taux négatifs, en forçant les banques commerciales à rémunérer la banque centrale pour être en mesure d'y parquer leur argent, sont censés favoriser les crédits accordés aux entreprises qui se mettraient alors à dépenser plus, notamment via leur masse salariale et donc des embauches. Situation qui devrait faire rebondir les marchés, doper les dépenses des ménages, affaiblir le yen et mettre un terme à la déflation. Mais la théorie ne se vérifie pas toujours dans la réalité ; si l'introduction des taux négatifs par la BoJ a quasi immédiatement poussé l'ensemble des taux à la baisse, comme attendu, les effets de la politique sur le yen et sur les marchés actions ont débouché sur une désagréable surprise.

Cela s'explique notamment par le pessimisme ambiant qui règne à propos de l'économie japonaise, renforcé par la volatilité en Chine, le serrage de vis monétaire des États-Unis et l'effondrement des cours du brut. Mais, comme le gouverneur de la BOJ Haruhiko Kuroda l'a récemment dit devant la Chambre des Conseillers, les fondamentaux économiques du Japon sont en général solides, les prédictions pessimistes sont grandement exagérées.

En fait, la stratégie économique du Premier ministre Shinzo Abe, baptisée “Abenomics”, a permis au Japon de se maintenir sur une voie raisonnablement positive en ces temps incertains, alors que l'économie montre des signes de reprise ferme après des décennies de stagnation. Depuis qu'Abe est aux commandes (2012), 1,5 million d'emplois ont été créés et le chômage est tombé de 4,6 à 3,3 %. De plus, le tourisme a le vent en poupe, les revenus du gouvernement et des sociétés sont depuis en hausse importante.

Même les défis externes du Japon pourraient ne pas être aussi compliqués qu'anticipés. Tout d'abord, le Japon, comme les économies émergentes qui disposent d'un régime de taux de change flexible, pourrait profiter du serrage de vis monétaire des États-Unis vu qu'un dollar qui s'apprécie rend les exportations japonaises plus compétitives. De plus, vu que le Japon ne peut assurer que 6 % maximum de ses besoins énergétiques, le pétrole bon marché est une véritable bénédiction qui pourrait se prolonger pendant un bon bout de temps.

En ce qui concerne la situation économique en Chine, il s'agit très certainement d'une source d'inquiétude. Le problème est le suivant : tandis que les outils de l'économie chinoise ont progressé substantiellement depuis la politique d'ouverture et de réforme de Deng Xiaoping initiée il y a presque 4 décennies, leur gestion est entravée par le dirigisme excessif de l'État. De ce fait, le pays a du mal à évoluer vers un modèle de croissance plus durable se reposant sur un secteur des services florissant et une forte consommation domestique.

Jusqu'à ce que la Chine reconnaisse que la mainmise du Parti Communiste sur les leviers clés de l'économie est une source d'incertitude pour les marchés, elles se propageront à toute l'économie mondiale. Mais même ici, la situation du Japon n'est pas aussi grave que certains veulent le faire croire en raison de son exposition limitée à la Chine. Par exemple, les exportations vers la Chine ne représentent que 3 % du PIB du Japon.

De ce fait, il n'y a aucune raison d'assister à des conséquences à Tokyo lorsque la bourse de Shanghai vacille. La stratégie conventionnelle des hedge funds devrait consister à shorter les actions à Shanghai et à être long à Tokyo.

Et pourtant, même si la situation économique du Japon est loin d'être catastrophique, l'introduction des taux négatifs n'a pas été accueillie pour ce qu'elle est : une manœuvre visant à assouplir la politique monétaire. Au contraire, les marchés actions japonais les ont considérés en tant que signe annonçant la recrudescence du risque financier tandis que les spéculateurs sont restés optimistes en ce qui concerne le yen.

Le statisticien et économiste Yoichi Takahashi me dit que l'appréciation du yen de

8 % en seulement 10 jours de février est anormale, et qu'elle a probablement été provoquée par des attaques spéculatives. Selon lui, des interventions sur le marché des changes conduites par le ministre des Finances pourraient devoir être menées afin de contenir ces fluctuations extraordinaires.

De 2003 à 2004, le Trésor japonais a acheté de grandes quantités de dollars, de ce fait assouplissant les conditions monétaires à une époque où la BoJ était réticente à l'idée de poursuivre des opérations d'open market. Cependant, durant ces dernières années le taux de change du yen a été fixé par les politiques monétaires et non manipulé via des interventions. En général, je suis favorable à cette nouvelle approche, je ne recommande donc pas des interventions majeures afin de changer la direction prise par le taux de change du yen. Cependant, je pense que des interventions sporadiques peuvent être nécessaires afin de punir les spéculateurs qui profitent de la psychologie temporaire des marchés pour pousser le yen bien au-dessus de sa valeur réelle. »

[Source ici](#)

Les saisies de maisons en forte hausse au Québec en février

Journal de Montréal publié par: BusinessBourse Le 04 Mars 2016



Les saisies de propriétés résidentielles ont subi une forte hausse en février au Québec, alors qu'elles ont grimpé de 47,8 % par rapport à la même période de 2015, selon des données de la firme GDL Crédit Ressource.

Au total, les prêteurs hypothécaires ont saisi 235 résidences auprès de clients en difficultés financières. L'an dernier, durant le même mois, 159 propriétés avaient été reprises.

En janvier dernier, 254 propriétaires avaient remis les clefs de leur résidence à leur prêteur hypothécaire. Les saisies avaient alors enregistré une croissance de près de 28 % sur une période de 12 mois.

Les saisies sont en hausse depuis quatre mois dans la province.

Le syndic Jean Fortin et associés soutient que la croissance des délaissements est principalement liée à l'augmentation des délais de vente. Dans certains secteurs, une résidence peut être sur le marché pendant une année avant de trouver preneur.

«Il y a beaucoup de pression actuellement parce que les créanciers s'impatientent. En plus, plusieurs transactions se concluent en bas du prix fixé par l'évaluation municipale», a commenté mercredi Pierre Fortin, syndic chez Jean Fortin et associés.

M. Fortin a souligné que certains prix de vente ne permettent même pas de régler la créance due. Le mois dernier, le solde hypothécaire moyen des propriétés saisies par les prêteurs se chiffrait à 192 412 \$. Montréal, Terrebonne et L'Assomption sont les secteurs ayant enregistré le plus de délaissements, en février.

Pierre Fortin croit que les saisies vont continuer de prendre de l'ampleur dans les prochains mois, en raison de la progression des délais de vente, même si l'emploi se porte bien au Québec.

D'ailleurs, les préavis de délaissement – des avis de 60 jours expédiés aux mauvais payeurs – ont aussi progressé le mois dernier. Les institutions financières en ont émis 928 au Québec, en hausse de 11 % par rapport à février 2015.

«En général, environ le quart des préavis deviennent des délaissements», a expliqué Véronique Langlois, directrice générale de GDL Crédit Ressource. Les propriétaires qui remettent leurs clefs intentionnellement procèdent à un délaissement volontaire. Ceux qui refusent d'abandonner leur résidence peuvent être contraints de quitter les lieux après un jugement de délaissement.

Source: [journaldemontreal](#)

[L'or, l'actif réel par excellence](#)

[Philippe Herlin 3 mars 2016](#)

Les mouvements à la baisse sur les marchés, tels que nous les connaissons depuis le début du mois de janvier, incitent nombre d'investisseurs à sortir des actions et des placements financiers en général pour revenir vers le cash, sous-entendu les comptes bancaires. Mais immédiatement après se pose un autre problème, le secteur bancaire est celui qui dévise le plus sur les bourses mondiales, les inquiétudes sont en effet au plus haut pour les banques italiennes, grecques, ou la Deutsche Bank, les banques européennes sont plus ou moins investies dans le secteur pétrolier qui s'écroule avec la chute du prix du baril, les incertitudes et les rumeurs abondent. La [directive BRRD](#) rend ce risque d'autant plus crucial et urgent qu'elle prévoit une sorte de "confiscation préventive" des comptes

bancaires pour éviter à la banque en difficulté de disparaître. Convertir ses avoirs en billets de banque étant peu pratique, et de plus en plus limité par la loi, à ce moment, la réponse consiste à basculer une partie de son patrimoine vers les "actifs réels", des actifs tangibles possédant une valeur intrinsèque, qui permettent de sortir du système bancaire, et dont la liste est connue : immobilier, terrain agricole, forêt, œuvres d'art, voitures de collection, et l'or bien entendu.

Mais ce serait une erreur de les mettre au même niveau. Tous ceux que nous avons cités, sauf le dernier, sont spécifiques : on achète tel ou tel appartement, tel ou tel terrain, telle œuvre d'art ou telle voiture de collection et pas une autre. Alors que l'or est le même partout sur la planète, il n'y a pas à se poser la question. Et ce risque il faut en tenir compte, car il peut jouer des tours.

Par exemple, le directeur de l'une des plus importantes foires d'art contemporain au monde, Art Basel, vient de [déclarer](#) que "80% de l'art contemporain sera invendable dans 20 ans". Il sait de quoi il parle. Voici un placement qui prend un sacré coup de barre. Récemment en France, par la grâce de lois votées ces dernières années (Grenelle II et ALUR), plusieurs propriétaires terriens ont découvert avec stupéfaction que leur terrain constructible était devenu un terrain agricole, perdant au passage toute sa [valeur marchande](#). Plus généralement, les constants changements de réglementations et l'alourdissement des taxations créent une incertitude croissante dans le secteur immobilier. Que la mythique [Jaguar Type E](#) se négocie autour de 100.000 euros et qu'elle conserve cette valeur à l'avenir peut se comprendre et s'envisager, mais on sera plus dubitatif pour un [Combi Volkswagen](#), fabriqué à un bien plus grand nombre d'exemplaires, qui vient de partir à ce prix lors d'une récente vente Bonhams.

Pour l'or ce type d'incertitude n'existe évidemment pas, et pour cette raison il doit être largement privilégié dans un portefeuille d'actifs réels. La sortie des marchés, de plus en plus bullaires et instables, puis la débancairisation, ne devraient pas manquer d'alimenter encore plus la hausse des actifs réels (une Ferrari vient de battre le record mondial d'une voiture de collection à 38 M\$). Il y aura certes de belles opportunités mais il faut être très sélectif, il est nécessaire de bien connaître le secteur, au risque de sérieuses déconvenues. La sécurité et l'assurance resteront, comme depuis toujours, du côté de l'or.

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que " www.GoldBroker.fr/ tous droits réservés " est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

OR et PETROLE, attention aux mauvais coups sur l'or

[Bruno Bertez 4 mars 2016](#)

GOLD	1265,70	+7,40	+0,56%
OIL	34,65	+0,08	+0,25%

Attention: ayez les nerfs solides, le sentiment positif sur l'or à tendance à se propager, c'est souvent dans ces moments que surgissent les ordres de ventes destinés à lui donner un coup sur la tête.

Ceci n'est pas un conseil pour opérer, mais un constat d'expérience . Vous savez que nous ne sommes pas favorable au trading sur l'or. Nous sommes acheteur fondamental.

Warren Buffett : 'En Europe, je préférerais mettre mon argent sous un matelas'

Blog de la résistance 03 Mars 2016



Warren Buffett © REUTERS

Taux négatifs: 'Les banques risquent d'ouvrir la boîte de Pandore'

– Le fait que l'érosion monétaire puisse aussi frapper leur compte bancaire sera un choc pour beaucoup d'épargnants.

Le vrai agenda des banques est qu'elles désirent avoir les mains libres pour imputer un taux d'intérêt nul ou même un taux d'intérêt négatif à leurs clients.

Espérons que le secteur bancaire réalise que, avec cette stratégie, il risque d'ouvrir la boîte de Pandore. L'instauration de taux négatifs sur l'épargne pourrait très bien s'apparenter à un suicide commercial. Depuis des années déjà, les banques mènent une lutte contre l'utilisation de l'argent cash. Si elles devaient tantôt décider d'instaurer des taux négatifs sur l'épargne, cela se heurterait à une grande résistance de la part des citoyens. Beaucoup d'entre eux échangeraient leur argent déposé en banque contre du cash. Des milliards disparaîtraient à nouveau dans des coffres-forts et sous les matelas. Et la lutte contre l'argent liquide ferait un bond en arrière de plusieurs années.

Avec ‘En Europe, je préférerais mettre mon argent sous un matelas’, Warren Buffett résume bien les choses :

Les taux d’intérêt négatifs, le grand méchant loup des banques et des investisseurs, comme le milliardaire américain Warren Buffett .

La Banque du Japon et la Banque Centrale européenne pratiquent actuellement une politique de taux négatifs, une menace mondiale pour le système bancaire, déjà fortement fragilisé. Dans ce contexte morose, alors que les conséquences de ces taux négatifs sont débattues par les experts du secteur financier, le super-investisseur américain Warren Buffett [explique sur CNBC](#) ses craintes alors qu’il a placé des milliards d’euros dans une compagnie d’assurance en Europe, où il risque de subir un taux d’intérêt négatif : « *Nous serions mieux avec un grand matelas en Europe pour mettre tout cet argent. Seulement, je ne trouve aucune personne de confiance pour dormir sur ce matelas* » .

Interviewé ce 2 mars dans « [Squawk Box](#) », l’émission économique matinale de la chaîne américaine, Buffett a réitéré ses craintes concernant la Réserve Fédérale qui a relevé ses taux aux USA en décembre dernier, une première en 10 ans, alors que la plupart des autres banques centrales pratiquent une politique d’abaissement des taux. Le Comité de la FED prévoit même que les conditions économiques vont évoluer de telle façon que seulement une hausse graduelle des taux sera requise.

En Europe, par contre, pour les banques qui déposent leur argent à la Banque centrale européenne (BCE), les taux sont aujourd’hui de -0,3% « *et cela devrait encore baisser la semaine prochaine* », confie Bruno Colmant, professeur d’économie à l’UCL, à *La Libre*.

Par ces taux négatifs, les banques sont encouragées à réinjecter leur argent dans des entreprises ou par des prêts aux ménages afin de retrouver une inflation positive, nécessaire pour la bonne santé de l’économie.

Retrouver l’inflation positive

Résultat : les banques se retrouvent dans une situation délicate, et veulent répercuter ces taux sur les livrets d’épargne de leurs clients, [protégés par le taux légal minimum de 0,11%](#). Au point que de nombreux épargnants se demandent s’ils [ne vont pas bientôt devoir payer leur banque pour garder leur argent en sécurité?](#)

Bruno Colmant explique à [La Libre](#) : « *c’est tout à fait dans la même logique que*

celle de la BCE : celle de réduire l'épargne. En effet, en rendant dissuasif le dépôt, la population devra elle aussi se retourner vers la consommation. On peut dire que la décision de la BCE pourrait atteindre alors toute l'économie» .

A la question de savoir si les taux des carnets d'épargne négatifs ne mèneraient pas plutôt les épargnants à retirer en masse leur argent et à le stocker sous leur matelas comme le préconise le milliardaire américain, l'économiste rétorque « *Je n'y crois pas* », coupe Bruno Colmant. « *Même si cela vient à coûter de l'argent, les banques restent un lieu sûr où déposer son argent pour les épargnants.* » Il ajoute : « *En plus, nous avons déjà en Belgique une limite de retrait de cash de 3.000 euros ce qui rend impossible tout retrait massif d'argent liquide. On voit qu'on pense aussi à supprimer le billet de 500 euros donc il n'y pas de grande thésaurisation à venir.* »

Au Japon, les ménages sont déjà les victimes des taux négatifs. A cause de l'appréciation du yen et la résistance de la déflation dans l'Archipel, Haruhiko Kuroda, le gouverneur de la Banque du Japon, a décidé d'imposer un taux de rémunération négatif de 0,1% sur une petite partie des réserves placées par les banques commerciales auprès d'elle, explique [Les Echos](#). Au pays du Soleil Levant, la rémunération des comptes courants n'est plus que de 0,001%.

Depuis [l'annonce de la Banque du Japon](#) (BoJ), de nombreuses familles ont préféré stocker du liquide chez elles. « *Cette initiative de la banque centrale a été très mal comprise et a des conséquences financières lourdes que l'institution n'avait, elle-même, pas anticipées* », explique un analyste financier aux *Echos*.

Source

Les investisseurs et les contes de fées

Marc Fiorentino Morning Zapping 4 mars 2016

Vous vous souvenez du temps, pas si lointain, où les grands visionnaires nous faisaient rêver sur les BRICS, ces pays émergents qui devaient dominer le monde aujourd'hui? Et en particulier sur le pays qui avait tout pour réussir, une population en forte croissance et des matières premières. Le Brésil était un coup sûr. On ne pouvait pas se tromper.

DÉCROISSANCE BRÉSILIENNE

Le Brésil affiche une décroissance de 3.8% en 2015. Du jamais vu depuis 25 ans. 5.9% de baisse pour le seul quatrième trimestre. Avec une chute du PIB par habitant de 4.6%. Aujourd'hui le Brésil cumule tous les maux imaginables, croissance négative, inflation en forte hausse, chômage en progression constante

et une activité qui continue à chuter en 2016 tout ça avec un pouvoir politique en pleine déliquescence. Le scandale de la compagnie pétrolière Petrobras n'en finit pas de s'étendre. Il y a chaque semaine, ou presque, des inculpations au sommet de l'État. Hier c'était la confirmation de l'inculpation du président de la Chambre des députés. Lula lui-même est inquiet. Quant à Dilma Rousseff, la pathétique présidente actuelle, tout son entourage est sous pression. Elle est sous le coup d'une procédure de destitution mais elle refuse de s'en aller.

L'ESPOIR RENAÎT ?

Et malgré tout cela, le real brésilien a connu une progression spectaculaire hier. En fait, toutes les monnaies émergentes ont flambé cette semaine. C'est même leur plus forte progression depuis le mois d'Octobre, en partie grâce à la stabilisation du pétrole et des matières premières. Et certains fonds spéculatifs commencent, doucement, à se repositionner sur le Brésil. Ils espèrent un scénario à l'Argentine avec une Dilma Rousseff qui suivrait le même chemin que Christina Kirchner et un nouveau gouvernement plus efficace. La grande leçon à retenir de cette incroyable aventure brésilienne c'est que les investisseurs sont souvent des grands enfants qui veulent encore croire aux contes de fées qu'on leur raconte.

HOLLANDE POIGNARDE CAMERON

Alors que Cameron est en pleine campagne pour éviter le Brexit, Hollande a décidé hier de lui apporter son soutien en décrivant les conséquences dramatiques du Brexit pour la Grande Bretagne. Cameron est foutu.

AU PLUS BAS

Selon un sondage publié par les Échos ce matin, Hollande a atteint son plus bas niveau de popularité depuis son élection. 17%. Je n'ai même plus envie de le critiquer, j'ai juste envie qu'il s'en aille et qu'on tourne cette page affligeante de 5 ans. Avec une grande question quand même: pour qui voter en 2017 ?

GRAND MESSE COMMUNISTE

Ouverture demain à Pékin de la session annuelle de l'Assemblée populaire nationale. Avec un nouveau plan quinquennal qui fleure bon les grandes années du communisme mondial. Seul élément intéressant de cette mise en scène grandiose, l'objectif de croissance du pouvoir pour les 5 années à venir.

TOUT SAUF TRUMP (SUITE ET PAS FIN)

Hier c'est Mitt Romney qui est monté au créneau pour dénoncer "Trump

l'imposteur". Branle bas de combat pour les Républicains qui savent que leur parti explosera si Trump gagne les primaires.

N'OUBLIEZ PAS

d'aller ce week-end au stand MonFinancier au salon du tatouage. Vous pourrez vous faire tatouer gratuitement, où vous voulez, I love MonFinancier, MonFinancier for ever, ou 3.60% 2015. Si vous n'avez pas le temps, cliquez au moins ici pour placer enfin vos économies dans un contrat d'assurance vie exceptionnel.

LA PATIENCE PAIE

Le Wall Street Journal raconte merveilleusement bien l'aventure du gérant Singer, du fonds Elliot Management qui gère 26 milliards de dollars. Monsieur Singer avait acheté de la dette Argentine à la casse il y a 15 ans. Et pendant 15 ans il s'est battu contre l'Argentine en refusant tous les deals qu'on lui avait proposés. 100 millions de dollars de frais d'avocat et 15 ans plus tard, il a touché hier 2.4 milliards de dollars du gouvernement Argentin. Entre 10 et 15 fois sa mise initiale. Qui a dit que les fonds Américains étaient toujours court-termistes ?

PAS SIMPLE

en revanche la vie des fonds "court-termistes". Alors qu'il y a quelques jours la seule certitude qu'on semblait avoir était que la hausse du dollar, surtout contre l'euro et le sterling, serait la tendance de l'année, l'euro et le sterling ont rebondi hier aux dépens du dollar. Dur, dur d'être un trader.

RESPECT

Quelle famille. Quel succès.

Encore une année record pour JC Decaux avec une croissance de 6.2% en 2015 et une hausse de 9% au premier trimestre de 2016. Bravo, bravo et encore bravo.

POUR CE WEEK-END

je vous conseille, en vrac, Vinyl, série US sur l'industrie du disque dans les années 70 et No offence série policière trash Anglaise en replay. ET éventuellement House of Cards saison 4 sur Netflix (la 3 m'avait fatigué).

VOILA C'EST TOUT

BONNE JOURNÉE

MAY THE FORCE BE WITH YOU

Pour une stratégie industrielle circulaire et fonctionnelle

Biosphere 02 mars 2016

En lieu et place d'une économie « linéaire » qui, d'un même mouvement épuise les ressources et accumule les déchets, c'est vers une économie « circulaire » (selon l'appellation germanique) qu'il faut s'orienter, en cherchant à rapprocher nos écosystèmes industriels du fonctionnement quasi cyclique des écosystèmes naturels. L'ambition industrielle s'inverse : elle ne consiste pas à produire pour produire, mais à réduire, récupérer, réutiliser, re-fabriquer et recycler les productions. Il y a transformation des déchets en ressources et les matières utilisées en matières premières. Au critère de l'intensité productive et marchande, l'économie circulaire substitue son propre régulateur, celui de la durabilité.

L'économie circulaire trouve un puissant allié avec « l'économie de fonctionnalité ». Celui-ci n'implique pas un changement direct des techniques de production. Elle consiste à substituer la vente de l'usage ou de la fonction d'un bien à la vente du bien lui-même. En louant un bien ou en vendant son usage, on n'associe plus le flux financier au renouvellement des objets, mais à leur durabilité. Les produits doivent donc être conçus pour durer. Qu'advierait-il du secteur automobile si les industriels se convertissaient massivement à l'économie de fonctionnalité ? En d'autres termes, s'il devenait impossible d'acheter une voiture, si l'on pouvait seulement la louer ? Les voitures devraient être conçues pour durer. De plus il n'y aurait plus d'effet rebond : les innovations comme une moindre consommation ou une moindre pollution ne seront plus annulés par la croissance du trafic et l'augmentation de la taille des véhicules.

Ce n'est pas tant de produits nouveaux plus propres, plus écologiques, moins énergivores, dont nous avons besoin dans la mesure où leur effet positif risque d'être annihilé par la tendance lourde à leur multiplication. Si nous voulons sortir de la contradiction production/dégradation, il nous faut disposer de davantage de biens recyclables, réutilisables, récupérables, valorisables ou biodégradables. Le cycle de vie des produits doit être entièrement repensé et la prise en compte de la durabilité devient la règle industrielle n° 1. A l'évidence le marché n'accomplira pas spontanément la mutation vers l'économie circulaire et l'économie de fonctionnalité. Il faut donc que la puissance publique s'engage résolument dans la mise en place coordonnée de ces systèmes. Ouvrir ce chantier, l'encadrer, le planifier et le mener à son terme n'ira pas sans imposer des contraintes réglementaires.

Source : Le pacte écologique de Nicolas Hulot (avec le Comité de veille écologique)

Editions calmann-lévy 2006

Dévoiturage : l'urgence de sortir du tout routier

Biosphere 29 février 2016

L'activité des transports, dans laquelle le secteur routier se taille la part du lion (89 % des déplacements de personnes et 80 % du trafic de marchandises) progresse en France deux fois plus vite que l'activité économique générale. En développant un système global fondé sur la mobilité, la prééminence du transport routier façonne désormais tout le fonctionnement de la société. Moteur du dynamisme économique et de la mobilité individuelle, le trafic routier se présente en même temps comme une des causes principales du fameux effet de double ciseau : raréfaction de la ressource pétrolière d'une part et aggravation de l'effet de serre d'autre part.

L'aberration des modes de transports routiers est patente : une personne qui se déplace en ville avec une voiture consomme trois à quatre fois plus de pétrole que si elle empruntait les transports publics ; le transport longue distance par camion d'une tonne de marchandise consomme trois à quatre fois plus d'énergie que par voie ferrée. Toute rationalité semble exclue de nos déplacements en voiture. Alors que la vitesse admise est limitée, 88 % des automobiles vendues aujourd'hui en France peuvent dépasser 170 km/h, un tiers pouvant même rouler à plus de 200 km/h. Comme le moteur d'une voiture est réglé en fonction de sa vitesse maximale, on consomme plus de carburant, on dérègle davantage le climat. Au vu des tendances actuelles, le nombre d'automobiles en circulation sur la planète pourrait doubler d'ici à 2020. En 2010, 1 015 000 de voitures ont été recensées aux quatre coins du monde, contre 980 millions en 2009. Plus de 1 milliard pour 7 milliards d'habitants. Aux Etats-Unis, royaume de la motorisation, le ratio culmine à 1 véhicule pour 1,3 Américain bébés compris.

Il n'y a pas de mystère, c'est à la déconstruction de ce monopole routier qu'il faut travailler, un dévoiturage massif. Il faut diminuer la puissance des automobiles mises en vente pour les rendre conformes aux limitations de vitesse (qui sont aussi des exigences de sécurité). Comme la réglementation technique des automobiles relève de la législation européenne (avis du Conseil d'Etat de juillet 2006), c'est au niveau de l'Union européenne que la décision doit être prise. A l'évidence, tous les Etats européens sont soumis aux mêmes impératifs de changements climatiques et de raréfaction des ressources pétrolières. Cette mesure pourrait s'accompagner d'une réduction de la vitesse maximale autorisée, la France faisant partie des pays européens où elle est la plus élevée.

La Chine envisage de... licencier 5 à 6 millions de travailleurs

[Reeva Verlinden](#) 2 mars 2016 [Express.be](#)

La Chine envisage de licencier 5 à 6 millions de travailleurs du secteur public dans les deux-trois prochaines années, afin de diminuer la surcapacité industrielle et la pollution. Il s'agit du plus audacieux programme d'austérité de Pékin en presque 20 ans, [rapporte Reuters](#).

Les dirigeants chinois, obsédés par le maintien de la stabilité et redoutant que ces licenciements ne déclenchent des troubles sociaux, se préparent à dépenser 150 milliards de yuans (environ 21 milliards d'euros) pour les suppressions d'emplois, uniquement pour les secteurs du charbon et du métal. Au total, le gouvernement prévoit de réduire la production d'acier de 150 millions de tonnes celle du charbon de 500 millions de tonnes.

Mais le montant global risque d'augmenter lorsque les licenciements toucheront d'autres secteurs (dont le ciment, le verre et la construction navale). D'autres fonds pourraient même être nécessaires pour couvrir les dettes laissées par les « firmes fantômes », qui ont cessé leur activité, mais dont l'état a continué à payer les employés, par crainte de l'impact économique et social des fermetures et du chômage.

En 2013, le secteur industriel public chinois, qualifié de “très inefficace” par Reuters, employait 37 millions de personnes en 2013; il comptait pour 40% de la production du pays, et absorbait près de la moitié de ses financements bancaires.

Une vague de défauts de paiement

Cependant, les fonds que le gouvernement compte injecter ne couvriront que les compensations pour les salariés licenciés, et non les dettes laissées par les firmes fantômes. La vague de défauts de paiement qui pourrait en résulter est susceptible de déstabiliser les banques locales et les entreprises auxquelles elles doivent de l'argent.

La Chine a promis d'aider les banques à transférer les dettes dues par ces sociétés à des sociétés de gestion d'actifs. Cependant, les gouvernements locaux n'auront pas accès aux fonds destinés à couvrir les licenciements tant que ces sociétés n'auront pas été fermées, et le problème de leurs dettes réglé.

On ira tous au paradis fiscal

Myret Zaki 24 Février 2016 Bilan.ch

Il est évident que seuls les Etats puissants se donnent le droit de récupérer, par les moyens qu'ils jugent bons, les recettes fiscales qui leur échappent, tout en prospérant grâce à l'évasion fiscale qu'ils offrent sur leur propre territoire aux ressortissants d'autres pays.

C'est un extrait du livre *Le secret bancaire est mort, vive l'évasion fiscale*, paru il y a six ans. Il est présomptueux de se citer soi-même. Mais force est de constater que cet ouvrage, qui prédisait que les Etats-Unis récupérerait la clientèle internationale des banques suisses, offrait une analyse réaliste.

Ces dernières années, il y a eu débat incessant en Suisse: les attaques américaines contre le secret bancaire relèvent-elles d'une guerre économique, ou d'un juste combat visant à éradiquer l'évasion fiscale, chez les banques américaines en tête? Nos contradicteurs soutenaient sincèrement que Washington adopterait sans faillir les standards mondiaux d'échange d'informations fiscales. Ils envisageaient sérieusement qu'un marché de plus de 15 000 milliards de dollars d'avoirs défiscalisés - à l'aide de structures anglo-saxonnes pour l'essentiel - se régulariserait d'un coup de baguette réglementaire magique. Ils doivent aujourd'hui déchanter.

Les Etats-Unis récupèrent le marché offshore

«The new Switzerland», c'est ainsi que Bloomberg appelle les Etats-Unis, baptisés désormais «plus grand paradis fiscal au monde». Alors que les banques suisses ont payé 5 milliards d'amendes pour avoir aidé des clients américains à évader le fisc, la perte réelle est la migration de la clientèle internationale en direction du paradis fiscal bien plus sûr et plus stable que sont les Etats-Unis.

Bloomberg évoque un mouvement de fond des avoirs privés des juridictions telles que la Suisse, les Bahamas, les Caïmans, les îles Vierges, les Bermudes vers les Etats-Unis, qui offrent une vraie confidentialité, parfaitement décomplexée. Quel Etat, en effet, rappellerait à l'ordre Washington? En Suisse également, des firmes conseillent à leurs clients, suisses et internationaux, de transférer leurs avoirs outre-Atlantique, que ce soit au Nevada, au Wyoming ou au Dakota du Sud.

C'est pragmatique: les Etats-Unis ont réussi à se dispenser des nouveaux standards de transparence qu'ils ont eux-mêmes contribué à édicter, tels que Fatca, une loi américaine, ou le standard international de l'échange automatique d'informations de l'OCDE, dont Washington n'est pas signataire.

Malgré le refus de signer ces conventions, les Etats-Unis ne se retrouvent pas pour autant sur la liste noire de l'OCDE. Dès lors, pourquoi s'en priveraient-ils? La seule limite légale est que les firmes américaines n'ont pas le droit de promouvoir activement l'aide à l'évasion fiscale.

Les avoirs privés divisés par deux en Suisse

A ce jour, dissimuler son identité grâce à des structures américaines opaques est simple comme bonjour: si un riche Mexicain ouvre un compte dans une banque américaine au nom d'une société des îles Vierges, seul le nom de la société sera transmis aux îles Vierges, sans que le nom de l'ayant droit véritable du compte soit jamais transmis au Mexique.

Si un résident de Hongkong souhaite échapper au radar des autorités chinoises, il lui suffit de mettre ses avoirs dans une société LLC du Nevada, détenue par un trust de ce même Etat, ce qui lui garantira qu'aucun document fiscal susceptible d'être échangé avec Hongkong ne sera généré aux Etats-Unis. Qui dit mieux? Une certitude: les avoirs privés étrangers placés dans des banques en Suisse sous forme de titres ont fondu de moitié entre 2007 et 2015, passant de 1109 à 516 milliards de francs, selon la BNS.

Encore des doutes sur la raison (fiscale) du plus fort?

L'IMPOSSIBLE SECONDE RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Publié le 2 mars 2016 par [robertbibeau](http://www.les7duquebec.com)

Robert Bibeau. Directeur. <http://www.les7duquebec.com>

[NYOUZ2DÉS: Robert Bibeau, que j'apprécie souvent, est beaucoup trop idéaliste. Mais surtout, il a manqué le film "une croissance infinie sur une planète finie (limitée en dimension) est impossible".]



Relocalisation industrielle vers les États-Unis

Depuis quelque temps, médias, journalistes et économistes constatent que certaines entreprises américaines ferment leurs usines en Europe et les délocalisent vers l'Asie, mais aussi vers les États-Unis. On rapporte que la firme *Otis*, une multinationale, a fermé son usine en Europe pour en rapatrier la production aux États-Unis (1). Une puissance impérialiste en voie de désindustrialisation peut-elle inverser ce mouvement et se réindustrialiser progressivement ? Si la réponse est affirmative pour les États-Unis, on peut imaginer qu'il pourrait en être ainsi pour la France, la Belgique, la Suisse et le Canada. Nous croyons que cette réindustrialisation est possible à quatre conditions que nous identifierons par les lettres A, B, C et D.

Ce redéploiement industriel est rendu possible et nécessaire par la combinaison de quatre facteurs concomitants. D'abord, **le libre-échange** (A), que d'aucuns appellent la « *mondialisation des marchés sous le néolibéralisme* ». Le libre-échange permet en effet aux capitalistes de fermer sauvagement telle unité de production en France ou au Canada et de la déplacer vers les États-Unis où la **résistance ouvrière est moins intense** (B).

Le **libre-échange** requiert des conditions de droits du travail et des ententes douanières particulières qui sont forgés par les fonctionnaires de Bruxelles, de Washington, d'Ottawa, de Moscou et de Pékin au bénéfice des multinationales actives dans l'espace de *Schengen*, dans l'aire de l'*ALENA*, dans la zone *Asie-Pacifique* (TTP), dans l'espace de l'*Alliance de Shanghai* et dans l'espace de l'*Organisation mondiale du commerce* (2). Le *Collectif Plateforme contre le transatlantisme* sonne l'alarme à propos des négociations en cours entre l'**ALENA** et l'**Union européenne** à propos d'une union douanière visant à constituer un marché transatlantique unique afin de faire face au dragon chinois. L'auteur de l'article fait remarquer que « *Le marché transatlantique uniformise tout ce qui est nécessaire à la libre circulation marchande (biens, services, investissements, capitaux, cadre légal) d'un côté à l'autre de l'Atlantique, en choisissant de renforcer prioritairement la « libre-concurrence » (sic) et la compétitivité. Cela signifie que les marchés financiers et les firmes multinationales pourront agir de plus en plus librement sur un espace géographique de plus en plus étendu* » (3). On peut en dire autant du *Traité transpacifique* conclu en octobre 2015 afin, lui aussi, d'intensifier la guerre économique contre le dragon chinois « *Le TPP*

(Accord de partenariat transpacifique), qui a été signé le 5 octobre 2015 entre les États-Unis et 11 pays (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Mexique, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam) (...) n'est autre qu'un pas de plus vers le nouvel ordre économique mondial où les grandes puissances économiques agissent en toute impunité et jouissent d'un pouvoir illimité » estime **David Korten** (4). Pourtant, ces textes n'expliquent pas les avantages qu'obtiennent les multinationales en redéployant ainsi leurs usines de Gent (Belgique) au Michigan ?

Réduire le prix de la marchandise « force de travail »

Depuis plusieurs années la **FED** américaine maintient le dollar sous la valeur de l'euro, ce qui fournit aux entreprises étatsuniennes un avantage concurrentiel évident. Les biens et les services produits aux États-Unis sont offerts moins chers aux consommateurs européens, canadiens, australiens et japonais. Encore faut-il que les **coûts de production** soient maintenus au plus bas aux États-Unis (C), sinon l'avantage monétaire serait annulé par l'écart salarial qui historiquement était à l'avantage des travailleurs étatsuniens mieux payés, dans la grande industrie à forte productivité du moins. On peut établir le même parallèle entre les États-Unis, la Chine et l'Union européenne.

La dévaluation d'une monnaie, du dollar US par exemple, constitue une **diminution de la valeur** de toutes les marchandises produites aux États-Unis, y compris de la plus précieuse de toutes les marchandises, la « **force de travail** » (C). De plus, l'inflation, provoquée par l'injection constante de dollars dans le circuit financier américain, réduit le pouvoir d'achat des travailleurs – et réduit d'autant la **valeur de la marchandise « force de travail »** (C). Enfin, les capitalistes américains, avec le soutien de leur appareil d'État, ont lancé depuis des années des attaques en règle contre les conditions de travail, contre les salaires, contre les régimes de retraite et contre les conditions de reproduction de la force de travail, en réduisant les services publics notamment (C). Pendant ce temps, l'État des riches a diminué les charges fiscales des entreprises et accru celles des travailleurs, réduisant encore davantage la valeur de la marchandise « force de travail » (C). Sous ce rapport, les capitalistes monopolistes américains ont donc une longueur d'avance sur les capitalistes monopolistes européens, canadiens, japonais, raison pour laquelle on assiste à la délocalisation d'entreprises de l'Europe et du Canada vers les États-Unis. Aucun d'entre eux cependant n'a cet

avantage concurrentiel face au dragon chinois qui pressure sa force de travail au maximum.

Mais les capitalistes monopolistes installés aux États-Unis ne peuvent baisser les bras et ils espèrent surmonter ce handicap. Il appert que ces assauts concertés et virulents contre le prolétariat étatsunien, et la faible résistance des prolétaires américains ont porté fruit. Aujourd'hui, non seulement la productivité des salariés (cadence de travail, nombre d'heures de travail, mécanisation-robotisation du travail, etc.), ainsi que le bas cout de reproduction de la main-d'œuvre américaine (bas salaires et avantages sociaux en régression) fournissent deux avantages concurrentiels inégalés aux entrepreneurs étatsuniens face à leurs concurrents européens, canadiens et japonais. **De fait, dans certaines parties des États-Unis les salaires et les conditions de travail sont équivalents à ceux en vigueur dans certains pays « émergents » (C).** La prochaine entente de libre-échange entre ces deux grandes alliances impérialistes (*ALENA et Union européenne*) accentuera la concurrence entre les classes ouvrières d'Europe, des États-Unis et du Canada. Quel pays vendra sa marchandise « force de travail » au plus bas prix et aux pires conditions ? Quel pays présentera la plus forte productivité, la plus grande compétitivité et donc offrira le plus fort taux de plus-value et de profits à ses actionnaires ? Voilà l'enjeu de la guerre économique que se livrent les grandes alliances impérialistes.

Ayant quasi écrasée la résistance ouvrière américaine, ayant ramené le prolétariat étatsunien à des conditions de survie où, individuellement, chaque travailleur se sent menacé par le chômage et le surendettement ; totalement isolé dans sa résistance en raison de la trahison de l'oligarchie syndicale d'affaires, chaque travailleur lutte pour sa survie personnelle et se vend au plus offrant à des conditions ne permettant même pas sa reproduction (B). Voilà l'industrie américaine enfin prête pour un second souffle, pour un « redécollage » – pour une reconquête de ses marchés et de ses zones de surexploitation du travail salarié si ce n'était d'une série de problèmes aggravants qu'il lui faudra résoudre auparavant. Attardons-nous à ces problèmes quelques instants puisque l'Europe, le Canada, le Japon, la Russie et la Chine y sont confrontés.

La concurrence interimpérialiste

Le libre-échange, requis par l'industrie, redéfinit les conditions de la concurrence impérialiste. D'une part, la Chine impérialiste maintient sa capacité concurrentielle :

- 1) en haussant constamment le niveau de productivité de sa main-d'œuvre salariée (budget croissant de recherche et de développement, robotisation accélérée, cadence effrénée, longue journée de travail, etc.) ;
- 2) en contrôlant sévèrement la lente et systématique augmentation des salaires de ses ouvriers afin de se constituer un marché intérieur ;
- 3) en outre, la Chine a commencé à délocaliser certaines de ses entreprises à **faible valeur ajoutée et au** facteur main-d'œuvre élevé, où la mécanisation-robotisation est généralisée et globalisée (vêtement, chaussure, alimentation, etc.) vers l'Asie du Sud-Est et vers l'Afrique miséreuse (Éthiopie, Nigéria). Ainsi, la Chine, malgré la guerre économique que lui livrent ses concurrents, maintient jusqu'à présent sa capacité concurrentielle face aux capitalistes américains, européens, canadiens, japonais.

D'autre part, afin de réduire la valeur de la marchandise « force de travail » l'Union européenne use des mêmes stratagèmes que les Américains soient la dévaluation de l'euro et l'inflation par l'impression de monnaie. Afin d'obtenir des hausses de productivité, les multinationales européennes accroissent la robotisation-informatisation des postes de travail, associée à l'intensification du travail. À cette batterie de mesures s'ajoutent la réduction des salaires couplée à la diminution des services publics et l'augmentation des taxes et des impôts pour les travailleurs. De plus, les États capitalistes européens réduisent les impôts et les charges sociales des entreprises afin de leur permettre de hausser leurs marges bénéficiaires. Enfin, les multinationales européennes procèdent elles aussi à la délocalisation de leurs usines vers les pays émergents afin d'obtenir des avantages concurrentiels. Bref, l'Europe, le Japon et le Canada appliquent chez eux les « solutions » qui ont semblé fonctionner aux États-Unis et en Chine. Ces solutions ont-elles ramené la croissance et la prospérité aux États-Unis, au Canada, en Europe, au Japon, en Russie et en Chine ?

Ces mesures, appliquées dans tous les pays capitalistes, avec plus ou moins d'intensité et d'efficacité, ont rétabli en partie la productivité-compétitivité de la production industrielle. Mais ces solutions ont aussi réduit le pouvoir d'achat des travailleurs dans tous ces pays mis en concurrence sauvage « libre-échangiste ». Partout, la valeur de la marchandise « force de travail » a été réduite souvent en

deçà des conditions de sa reproduction élargie (C). Ces mesures déprécient les maigres économies des salariés, font fondre leurs régimes de retraite et augmentent leurs dettes. Devant cette ignominie les ouvriers européens, chinois, sud-américains, sud-africains ont déjà entrepris des grèves féroces pour résister à l'érosion de leur pouvoir d'achat et pour obtenir des augmentations de salariales compensant pour l'inflation et la perte de pouvoir d'achat. Refusant d'être surexploité ces travailleurs mettent en péril la réindustrialisation de l'Europe préviennent les chercheurs du ministère de l'Industrie de France (6).

Les capitalistes monopolistes européens – quel que soit leur drapeau nationaliste chauvin – font face à cette résistance ouvrière généralisée. Le malstrom médiatique – de concert avec les politiciens et les bureaucrates syndicaux – sont en campagne afin de démontrer, à partir des exemples grec, espagnol, portugais, italien et britannique, que les ouvriers qui ne se soumettront pas et n'accepteront pas de se serrer la ceinture et de revenir aux salaires et aux conditions de travail d'antan, et d'abandonner les « acquis », seront rejetés par le système économique omnipotent et ils seront jetés sur le pavé. Chômage et assistance sociale, soupe populaire, friperies et SDF c'est l'avenir qui leur reste. Le dilemme se résume pour un ouvrier européen : mourir de faim en travaillant ou mourir d'inanition sous l'assistance sociale (C) ? Voilà une condition de réindustrialisation qu'une partie de l'Europe ne rencontre pas encore alors qu'aux États-Unis une partie de la classe ouvrière s'est rendue aux exigences du capital et plusieurs vivent dorénavant dans les parcs, dans leur automobile ou dorment sous la tente. En faillite, près de 30% des jeunes couples travailleurs américains sont retournés vivre chez leurs parents. Aux États-Unis, depuis quelques années, maints salariés ont vu leur revenu réduit de 25 % et ça continue (7).

Puisque les travailleurs américains s'y sont résignés, pourquoi les ouvriers et les employés européens, canadiens, japonais ne s'y résoudraient pas ? Alors, de grâce, scandent les capitalistes français et leurs sous-fifres socialistes, « *oubliez les 35 heures* ». Aujourd'hui, « *enfants de la patrie la plus-value doit être produite en métropole et extorquée patriotiquement avec la complicité des bureaucrates syndicaux* ».

La dette souveraine est hors contrôle

La dévaluation du dollar US, de l'euro, du yuan, du yen, du rial, du rouble et du dollar canadien a bien entendu pour conséquence de hausser la valeur de la **dette souveraine** de chaque État déjà lourdement endetté. Plus un pays européen est dépendant de l'épargne et de la capitalisation extérieure à la zone euro, plus sa dette augmentera au fur et à mesure qu'il empruntera sur les marchés extérieurs. Pour les pays qui se recapitalisent et qui empruntent sur le marché européen, ce qui sera bientôt le lot de tous les pays de l'union, les **dettes seront communautarisées « socialisées »** (c'est là le « socialisme » que propose la gauche bourgeoise), sans qu'il ne soit nécessaire d'adopter une résolution quelconque au Parlement européen (D). Sous l'impérialisme l'intégration financière, monétaire et fiscale se réalise implicitement ce qui évidemment est déjà en force en Chine, au Japon, en Russie, au Canada et aux États-Unis (D).

Ainsi, aux États-Unis, la FED achète les obligations d'épargne du gouvernement américain et dévalue d'autant la valeur du dollar US. Il semble que la *Banque centrale européenne* (BCE) ait décidé de recourir au même stratagème suicidaire. En effet, ce système de financement de la dette est suicidaire puisque cette opération de renflouement des budgets gouvernementaux des pays de la zone euro à même de l'argent inflationniste ne fait que reporter la crise de surproduction – de sous-consommation – de chômage aggravé – et d'endettement public et privé – vers d'hypothétiques échéances qui ne sauraient tarder, ni être évitées.

Demain, politiciens, économistes et autres cassandres viendront expliquer qu'il faut davantage de sacrifices de la part des « citoyens-salariés » ; réclamer moins de salaires et plus de productivité-compétitivité ; exiger moins de services publics afin de réduire les déficits publics gigantesques, conséquences de l'endettement croissant. Ils demanderont de cautionner les guerres couteuses et destructrices, et finalement, ils exigeront encore plus de subventions et de dégrèvements fiscaux en faveur des entreprises en crise et des banques en faillites de manière à maintenir la compétitivité et les taux de profit élevés.

Profit accru – reproduction élargie

Ne vous méprenez pas cependant, l'objectif du développement du mode de production capitaliste n'est pas d'accumuler des profits et des capitaux. Vous vous

m'éprenez sur la finalité de la guerre que se mènent les différentes alliances impérialistes. L'objectif ultime du système capitaliste est, à travers cette accumulation de capitaux, d'assurer sa reproduction élargie. C'est la loi inaltérable du système qui pousse les concurrents monopolistiques intercontinentaux à s'entredéchirer afin d'assurer leur survie, de croître et de prospérer. La loi générale du MPC va comme suit : « accumule la plus-value (Pv), réinvestis ce capital et assure un nouveau cycle de reproduction élargi de cette matrice. Dans le cas contraire, péris et dépose ton bilan ». Voilà la recette qu'appliquent les capitalistes, peu importe le drapeau national qu'il pavoise.

Les marionnettes politiques, socialistes, libérales, conservatrices, NPD, démocrates, républicaines, lepénistes, « Communistes » chinoises, russes, ne sont là que pour réguler cette transaction économique entre d'une part les investisseurs – les preneurs de risque avec le capital public (caisses de retraite, caisses d'assurance, banques) ; et d'autre part les masses ouvrières et besogneuses dépourvues de pouvoir économique, politique, social et idéologique, sinon celui d'offrir leur marchandise « force de travail » au plus offrant contre un salaire de moins en moins conséquent et des impôts de plus en plus exorbitants.

C'est à prendre ou à laisser clame les capitalistes : nulle échappatoire au sein de ce système, même pas l'espoir de rétablir les frontières nationales de façon à se recréer ce petit milieu d'exploitation capitaliste patriotique à l'abri de la concurrence internationale, où l'exploiteur sanguinaire parle la même langue que le prolétaire.

Deux voies s'offrent aux ouvriers :

1) Suivre l'exemple étatsunien et vendre leur marchandise « force de travail » à forte productivité sous le seuil de reproductivité, et donc, mourir à petit feu tout en travaillant durement, assurant ainsi la réindustrialisation compétitive de « l'entité nationale chauvine ».

~~2) Résister de toutes leurs forces, rejeter tous les traités et mener la grève générale illimitée pour enfin renverser le système capitaliste et construire un nouveau mode de production.~~

Les retraites de 400.000 Américains du Kansas pourraient être amputées de 50 % ou plus

Or-argent.eu mar 4, 2016

Bernie Madoff séjourne en prison pour avoir mis en place un système frauduleux, promettant des rendements mirifiques, dans lequel les nouveaux investisseurs paient les profits des anciens, un dispositif illégal car destiné à s'effondrer vu qu'il faut toujours plus de nouveaux arrivants pour payer les investisseurs existants, eux aussi toujours plus nombreux. À 2 ou 3 détails près, c'est en quelque sorte ainsi que notre système des retraites fonctionne. Comme tout bon Ponzi qui se respecte, il est destiné à s'effondrer.

Les premières fissures commencent déjà à apparaître dans un système inadapté aux réalités démographiques de l'Occident. Comme l'explique Mac Slavo dans un article publié sur son blog shtf.com (acronyme de l'expression anglophone bien connue associant ventilateur et guano), les autorités commencent déjà à réagir et les conséquences pour les retraités futurs ne sont pas négligeables. Cet exemple américain est tout à fait applicable à l'Europe, vous auriez tort de ne pas vous sentir concerné par ce qui se passe outre-Atlantique :

« Depuis 2014, une nouvelle loi fédérale permet aux caisses de retraite de baisser les allocations de leurs bénéficiaires. Au grand dam des retraités, le gouvernement et de nombreux syndicats qui ont milité en faveur de la réforme l'ont justifiée en raison du danger imminent d'effondrement de ces caisses : la seule façon de les sauver consiste à réduire les de potentiellement des millions de retraités. 6 mois plus tard, la Cour Suprême américaine a renchéri lorsqu'elle a validé le droit du gouvernement à saisir les assurances-vie et les fonds de pension qui sont mal gérés.

Bien sûr, la plupart des Américains n'ont pas prêté attention ou ont complètement ignoré les implications des nouvelles règles fixées par le gouvernement. Pourquoi ? Tout simplement parce que quiconque évoquant l'effondrement potentiel de l'économie ou du système des retraites propage, comme le président Obama l'a éloquemment dit à l'occasion de son récent discours sur l'Etat de l'Union, « de la fiction ».

Sauf qu'en octobre 2015, le canari dans la mine s'est couché lorsque l'Illinois a annoncé que l'État postposait le paiement des retraites vu qu'il ne disposait pas de quoi les payer.

Jusqu'à 60 % de baisse de leur retraite

Et aujourd'hui, les choses vont de mal en pis. La caisse de retraite centrale du Kansas est devenue la première à profiter de la réforme de 2014 alors que 400.000 Américains qui dépendent de leur retraite mensuelle pour payer des dépenses comme un crédit hypothécaire, leurs courses au supermarché ou leurs soins de santé pourraient voir leur retraite baisser en moyenne de 1400 \$:

« Dale Dorsey est mécontent.

Après avoir travaillé pendant 33 ans, il pourrait composer avec une baisse de 55 % de sa retraite, un sale coup qui va, selon lui, 'handicaper' sa famille et mettre en péril les moyens de subsistance de ses 2 enfants, l'un venant d'entrer au collège et l'autre en CMI.

Dorsey s'est rendu à une réunion à la mairie de Kansas City jeudi dernier où les retraités s'étaient rassemblés pour un débat sur les baisses de retraites massives proposées par la caisse de retraite centrale de l'État, qui assure 400.000 participants et qui pourrait tomber en faillite dans la décennie à venir.

« Une loi controversée de 2014 permet à la caisse de proposer des baisses (importantes), bien souvent de 50 %, voire plus, afin de tenter le sauvetage de la caisse. Le Kansas City Star avait également ajouté quelques jours plus tôt que « 2 autres caisses moins importantes ont également tentés de bénéficier d'un moment de répit via cette loi » tandis que bien d'autres caisses de retraite sont significativement sous-financées. » ([source](#))

HOW MUCH THE CUTS HURT

Sixteen area retirees facing cuts from the Central States Pension Fund shared their notification letters. The proposed cuts to current monthly retirement checks averaged more than \$1,400 and ranged from 39.9 percent to 60.7 percent. Here is a sample.

Current check	After cut	Loss of pension
\$3,000.00	\$1,179.79	-60.7%
\$3,200.00	\$1,462.12	-54.3%
\$2,964.43	\$1,482.09	-50.0%
\$2,492.82	\$1,341.97	-46.2%
\$2,523.13	\$1,515.68	-39.9%

Source: Central States Pension Fund notices

Comme l'a dit Jay Perry :

Ce qui nous arrive est un avant-goût de ce qui va se passer avec les autres caisses de retraite des États-Unis

Durant les périodes de boum, c'était amusant pour le gouvernement et les sociétés de promettre des retraites exorbitantes sur base d'un modèle de croissance sans limites. Aujourd'hui, la réalité fait un retour fracassant.

N'oubliez pas non plus qu'il ne s'agit que de la première étape de la destruction des caisses de retraite. Comme mentionné ci-dessus, le jugement de la Cour Suprême autorise le gouvernement des États-Unis à intervenir et à saisir les caisses qui ne sont pas performantes.

La première étape consiste donc à réduire drastiquement les retraites, ce qui est en train d'avoir lieu et va se poursuivre alors que les caisses de retraite ne parviennent plus à tenir leurs engagements aux 4 coins du pays. Ensuite, le gouvernement pourra, en raison de leur « manque de performances », saisir sans autre forme de procès tout ce secteur comme ils l'ont fait avec celui de la santé.

Ça va faire mal. Vous feriez bien de vous préparer à cette chute annoncée. »